Mémoire
sur la guerre de 1805.

I.

[illegible] s. la guerre de 1805 I.

1. Sur [illegible]

2. Sur [illegible]

3. Sur [illegible]

1. Port[illegible]

2. Portr[illegible]
3. Expli[illegible]
4. Sur [illegible]
5. Sur [illegible]
6. Sur le[illegible]
7. Sur la[illegible]

8. Sur [illegible]
9. Source[illegible]
10. et 11. Su[illegible]

12. Sur [illegible]

Contenu

Notes de la première partie

Notes de la seconde partie.

Notes de la troisième partie.

Notes du Résumé.

Notes de la première partie.

Note 1. (p. 29.)

Les idées exagérées que l'on s'étoit formées en Europe de la force militaire de l'Empire de Russie, ont extrêmement contribué aux malheurs, dont nous avons été les victimes. Pendant trop long tems on a cru, que la Russie n'avoit qu'à paroitre une bonne fois avec toutes ses forces réunies, pour que tout cédat à son impulsion, et que l'ordre et l'équilibre se rétablissent par-tout.

Il est également difficile de concevoir, comme cette erreur, universellement répandu, a pu naître, et comment elle a pu se soutenir après tant de leçons, que l'expérience avoit déjà fournies.

En parcourant toute l'histoire du dernier siècle, il est aisé de se convaincre, que les Russes n'ont été constamment victorieux que contre les Turcs, et contre quelques puissances mineures de l'asie; cette supériorité-là étoit dans l'ordre naturel des choses, et dans les progrès relatifs qu'ils avoient faits dans la civilisation. Les guerres qu'ils ont eues avec les Suédois ont, à-la-vérité, ruiné ceux-ci; mais tout-le-monde sait,

que les avantages, qu'ils y ont rem-
portés, n'étoient nullement dus
à la supériorité intrinsèque de
leurs armées; ils ont été dans
ces guerres plus souvent battus
que battans; et lorsque l'on con-
sidère l'énorme disproportion entre
un Empire de plus de 30. millions
d'habitans, et un Royaume qui en
contient à peine 3, il est clair,
que quelqu'aient été les résultats
de ces guerres, la balance de génie
et de gloire militaire tourne abso-
lument en faveur de la Suède.
Ils n'ont jamais eu de guerre
avec l'Autriche; la seule qu'ils
aient faite à la Prusse, au mi-
lieu d'une crise, où cette puissance
se trouvoit réduite aux dernières

extrémités, n'a été ni heureuse, ni glorieuse pour eux. Leurs succès en Pologne ne méritent pas même, d'être cités. Mais la première fois, qu'ils se sont mesurés avec les François, ils ont succombé par-tout. Avec tout son génie, Suwarow n'auroit certainement pas fait la conquête de l'Italie s'il n'avoit pas eu à sa disposition des Généraux et des troupes Autrichiennes. Quand on a eu le malheur ou la mal-adresse de leur confier pour un instant la garde du point le plus important de l'Europe, ils ont perdu la bataille de Züric, événement dont les suites ont été plus funestes peut-être, que les journées de Marengo, d'Ulm, et

d'Austerlitz, qui d'ailleurs n'auroient pas eu lieu sans celle-là. Dans la même époque ils ont été battus en Hollande; et un moment après ils ont disparu, pour ameuter tout le continent contre l'Angleterre. — Où est donc, dans tout cela, la base de l'opinion puissante, qu'on s'étoit formée de leur pouvoir, et de tant d'espérances chimériques auxquelles ont s'étoit livré à leur égard? —

On s'est peut-être imaginé que le nombre de leurs troupes effectueroit, ce qu'on n'avoit aucun droit d'attendre de leur excellence particulière. Mais sous ce rapport-là les mécomptes ont été tout aussi grands et tout aussi funestes. On

leur attribue très-libéralement une armée de 5 ou 600,000 hommes. Lorsqu'on les a vus de-près on comprend, sur quoi cette erreur est fondée. Aucune armée de l'univers ne traine avec elle une plus grande quantité de bras et de bouches inutiles que l'armée Russe. Lorsqu'ils parlent de 100,000 hommes, il faut toujours en défalquer le quart, qui n'est autre-chose qu'un fardeau, une charge bien positive, par laquelle ils entravent les autres trois-quarts et écrasent tous les pays qu'ils traversent. En réduisant tout à la réalité, on peut soutenir hardiment, que l'armée Russe ne s'est jamais montée au-delà de 200,000 hommes <u>effectifs</u>; et quoiqu'on dise

de la facilité, avec laquelle on la récrute, il n'est pas possible, qu'elle soit ce qu'on la croit, dans un pays, où la population est aussi clair-semée qu'en Russie. Mais enfin, supposons que ces 400,000 hommes puissent toujours être tenus au grand-complet, sans aucune dif-ficulté quelconque; il nous reste à examiner, quelle partie de cette ar-mée est proprement disponible, lorsqu'il s'agit d'exécuter des projets au centre de l'Europe. En considérant l'immense étendue de l'Empire Russe, la nécessité dans lequel il se trouve de tenir en respect une quantité de nations barbares qui l'entourent du côté de l'Asie, la nécessité de ne pas

dégarnir ses frontières contre les Turcs, enfin ce que le seul maintien de l'ordre et de la police exige dans un aussi vaste pays, on voit que pas moins, que la moitié de l'armée doit absolument être consacrée à tous ces objets majeurs. Donc, le maximum, que la Russie peut fournir à l'Europe, est une force de 200,000 hommes. Si ces 200,000 hommes étoient de niveau avec les troupes des autres puissances, s'ils étoient commandés par des Généraux également habiles, s'ils avoient une artillerie comparable à celle des autres, enfin si beaucoup de conditions essentielles étoient aussi parfaitement remplies, qu'elles le sont peu aujourd'hui, la seule distance

de la Russie n'en detruiroit pas moins tout équilibre. Le vrai centre de toutes les grandes opérations militaires, et de tous les grands projets Européens, se trouve dans l'Allemagne et dans la Haute-Italie; c'est-là que doit toujours être décidé le sort de l'Europe entière. Toute autre chose égale, le dégré de force, avec lequel une puissance quelconque peut intervenir dans les grandes affaires du monde, est toujours déterminé par le plus ou moins de tems quil lui faut pour se porter sur ces deux grands théatres-de-guerre. Or, il est clair, que sous ce rapport seul, et sans compter les autres différences, 200,000 Russes, ne sont tout-au-plus que l'equivalent

de 150^{m} hom̃es d'autres troupes Européẽnes.

Nous sommes loin de prétendre, qu'une armée de 150,000 hommes ne soit pas un poids très considérable dans toute guerre quelconque; mais il ne faut pas oublier, les autres inconvéniens que nous avons rélevés dans le texte du mémoire; et après tout notre intention etoit simplement de combattre les idées exagerées, et vraiment extravagantes, auxquelles on s'est abandonnée sur le pouvoir militaire de la Russie, au grand détriment de tous les calculs et projets politiques.

Note 2 (p. 35.)

Ce qui le prouve d'une manière bien évidente, c'est, la première impression que la victoire d'*Austerlitz* avoit faite sur les François. A-travers tout le langage boursoufflé de leurs premiers bulletins, on voit clairement, qu'ils étoient eux-mêmes étonnés, et presque stupéfaits de ce succès; et quand on se rappelle, que quatre semaines avant cette bataille, *Bonaparte* avoit encore dit à ses soldats, "qu'il s'agissoit à-présent de décider, si l'Infanterie Françoise étoit la *première* ou la *seconde* de l'Europe", on n'a pas

besoin, d'aller plus loin, pour se convaincre, que lui-même, tout bon Général et bon Connoisseur de mérite militaire, qu'il puisse être, avoit encore les notions les plus fausses sur l'armée Russe. — Il est vrai, que peu de tems après, lorsque les Français ont commencé à se reconnoitre, à bien réfléchir sur ce qui s'étoit passé, et à examiner avec plus de calme l'ensemble de la conduite militaire des Russes dans cette campagne désastreuse, l'opinion qu'ils avoient eue de ceux-ci, est tellement tombée, qu'aujourd'hui elle est peut-être au-dessous de la réalité. Quoiqu'il en soit,

il est incontestable, qu'une très-grande partie de ce, qu'au milieu de leurs atroces et dégoutantes diatribes, ils ont dit sur l'armée Russe, sur ses défauts essentiels, et sur sa foiblesse relative, est vraie et de toute vérité. Il ne l'est pas moins, que le charme est détruit à-jamais, que les François (pour le très-grand malheur de l'Europe) ont cessé de craindre les Russes, et que ce ne seront pas ceux-ci, qui + les empêcheront d'exécuter tous leurs projets, pourvu qu'ils s'arrêtent au terme, impérieusement fixé par la nature des choses, mais toujours fixé à une telle distance que tout ce qu'il y a de vraiment précieux en Europe, peut périr sans remède.

+ qu'[illegible]

Note 3. (p. 38.)

La conduite, que le Cabinet de Petersbourg a tenue depuis le commencement de ce règne, a été telle, que déjà avant cette malheureuse guerre, il ne falloit pas une grande sagacité, pour s'appercevoir à quel point il étoit au-dessous de sa tâche. D'abord, personne ne pouvoit se dissimuler, que les erreurs, dans lesquelles l'Empereur Alexandre étoit tombé, en favorisant l'influence funeste, que les François exercèrent dans les affaires de l'Allemagne après la paix de Luneville, et en s'associant à eux dans les transactions à jamais scandaleuses

de Ratisbonne, avoient puissamment contribué à la décadence de l'Autriche, et au bouleversement de l'Empire Germanique. Revenu de ces premières fautes, et des illusions, auxquelles il s'étoit trop-long-tems livré, par-rapport au caractère et aux projets de Bonaparte, il avoit, à-la-verité, conçu le plan très-honorable, de secourir et de sauver l'Europe. Mais lorsqu'on se retrace tout ce que Lui et Ses Ministres ont fait depuis le moment de la résipiscence (qui doit être placé dans l'été de 1803. après les scènes violentes entre Bonaparte et Marcoff) jusqu'à celui, du

renvoi des passeports de Mr. de Novosilzoff (Juillet 1805); lorsqu'on pense à ~~toutes~~ ces irrésolutions, à ces lenteurs, à ces vacillations éternelles entre le désir de produire des changemens honorables, et celui de conserver la paix, à toutes ces notes équivoques, qui à côté de quelques déclarations vigoureuses, décéloient sans-cesse des dispositions radicalement pacifiques, à tant de demi-mesures, absolument perdues avec un homme tel que Bonaparte, au caractère des négociations qui enfin furent entamées avec l'Angleterre, à l'espoir très-réel et très-sérieux (nous le disons sur de bonnes autorités)

qu'on avoit fondé sur la mission de Novosilzoff, à ces armées, qui marchoient depuis un an, et qui ne dépassoient jamais les frontières, à ce silence peu-convenable, que la Russie continua à garder, et qu'elle n'a jamais rompu, pour s'expliquer franchement sur l'objet de son entreprise, à ces phrases plus que foibles, et, pour n'en pas dire d'avantage, ridiculement déplacées qu'elle ordonna d'insérer dans la déclaration du 3. Septembre sur l'absence de tout projet de se mêler de ce qu'on appelloit les affaires intérieures de la France — enfin à la manière dont les opérations militaires

Si par malheur c'étoit une vérité, ce ne seroit jamais la conséquence de ce qui précède!

furent conçues, combinées, et organisées, – il y en a assez, pour se convaincre, que quelque fut la volonté de la Russie, ceux qui la gouvernoient alors, et qui la gouvernent aujourd'hui, étoient absolument incapables de conduire une entreprise importante.

Cette vérité se confirme et s'explique en même tems, lorsqu'on jette un regard sur la composition actuelle du Cabinet de Petersbourg. Les trois personnes, qui en dirigent proprement la marche, le Prince Czatorisky, le Cte. Strogonoff, et Mr. de Novosilzoff, sont des hommes d'une médiocrité extrême, remplis de bonnes inten,

tions (comme l'Empereur, leur maitre)
mais dépourvus non-seulement
des moyens qu'il faudroit pour
les réaliser, mais encore des lu-
mières nécessaires pour former
un système de conduite, conve-
nable aux grandes circonstances
du tems. Nourris dès leur en-
fance dans tout ce qu'il y a de
plus faux ou de plus chimérique
dans la manière d'envisager les
hommes et les états — car par
une fatalité bien singulière,
l'Empereur Alexandre a été élevé
par Laharpe, premier auteur
de la révolution Suisse, son ami
Strogonoff par Romme, buveur
de sang, finalement guillotiné à
Paris en 1795, son premier Ministre

Czatorisky par une Mère, qui pendant dix ans s'est trouvée à la tête du parti François ou Jacobin en Pologne, et son conseiller favori Novosilzoff dans les laboratoires des Chymistes — ils n'ont jamais saisi le véritable caractère de leur Siècle, de leur position, et de leurs devoirs; et s'ils avoient pu le saisir, ils n'auroient pas eu la force de le prendre pour règle de leurs actions. Ils se trouvent en-outre si peu-assurés dans leurs places, (puisqu'une moitié de la Russie les déteste, tandis que l'autre les méprise) que s'ils reconnoissoient même la marche qu'il leur conviendroit de tenir,

ils manqueroient d'aplomb et de courage pour s'y porter. Les autres favoris de l'Empereur, un Tolstoy, un Liewen, qui pendant tout le voyage ne faisoient que pleurer et gémir sur ce que "leur Souverain exposoit son pays au malheur de le perdre, et se sacrifioit à une cause, qui ne le regardoit pas," un Pierre Dolgorouky, qui, avec des sentimens plus honorables, n'est cependant qu'un franc écervelé, qui a donné les plus funestes conseils, et a fait par son étourderie autant de mal, que les autres par leur poltronnerie, un Wintzingerode, suffisamment caractérisé et jugé par le rôle, qu'il a joué,

dans les négociations et dans la guerre — voilà les soutiens de cet Empire; et voilà les homes, dont l'Europe doit attendre son salut.

Encore faudroit-il être bien sûr de ce que l'on fait, pour exposer au grand jour la foiblesse et la nullité de ces Ministres; car l'état de la Russie est tel, qu'il y a 10 à parier contre 1, que ceux, qui les remplaceroient les feroient bientôt regretter. Ceux, qui ont vu et étudié l'Intérieur de cet Empire, attestent unanimément, que les individus, qui composent la classe, dans laquelle on doit choisir les Ministres, sont tous, ou

dévoués au systême d'un rapproche=
ment et même d'une alliance for,
melle avec le Gouvernement Fran,
çois, ou attachés au principe
d'une séparation complète entre
la Russie et le reste de l'Europe.
De tous les hommes, plus ou
moins connus, on ne peut en
citer que trois, qui ne soient
pas prononcés pour l'un ou
l'autre de ces deux systêmes
funestes: le Cte Panin, Msr. de
Marcoff, et peut-être le Cte Wo,,
ronzoff. Le premier est (avec
quelques défauts majeurs, mais
auxquels on pourroit rémédier
et dont la facilité de se tromper
sur les personnes auxquelles il
a à faire, est le plus essentiel)

par-rapport à la force des principes, à la grandeur des vues, au talent du raisonnement et de la discussion, à l'aptitude pour le travail, le premier homme d'état, qui existe aujourd'hui en Russie, et je crois, en Europe. Le second, sans pouvoir lui être comparé ni pour la tête, ni sur-tout pour le caractère, est cependant un des Ministres les plus expérimentés, les plus déliés et les plus capables. Et le troisième a en sa faveur une ancienne et grande réputation dont je ne puis pas juger la réalité, mais qui doit cependant avoir un fondement quelconque. Par des raisons différentes, mais

également efficaces, aucun de ces trois hommes ne sera placé à-la-tête des affaires. Il est donc facile de prévoir ce qui nous attend en-cas de changement.

Ce qui existe encore de gouvernemens indépendans, doit enfin prendre son parti sur la Russie; nous serions peut-être moins malheureux aujourd'hui, si nous avions sû le prendre plutôt. Renoncer une fois pour toutes à l'espoir que la Russie relevera l'Europe; — mais ne négliger aucune précaution pour empêcher, qu'elle n'en consomme la ruine; — voilà la règle-de-conduite, que nous devons immuablement observer. Il faut cultiver l'amitié de la Russie

par des soins assidus, et même, si le cas l'exige, par de grands sacrifices; non-pas, pour qu'elle nous sauve, mais pour qu'elle ne contribue pas à nous perdre. Sa bienveillance négative est dans l'état actuel des choses un bien incalculable, puisque son hostilité, c'est-à-dire, sa coalition avec la France nous enleveroit la dernière perspective de salut. Ses faveurs positives sont peu de-chose; elle n'a ni les moyens, ni les hommes, qu'il faudroit pour nous rétablir. Si jamais nous arrivions encore à un point d'énergie et de sagesse, qui fit employer les ressources réelles qui nous restent, il ne seroit pas indifférent d'avoir la Russie pour Allié. Mais malheur

à celui qui s'imagine, que l'amitié de la Prusse peut remplacer ces ressources, ou que la Prusse peut contre-balancer la France. Cette erreur nous a précipitée dans l'abime ; mais les évé-nemens en ont assez fait pour la déraciner, quoique trop tard partout où elle se trouvoit établie.

Notes de la Seconde Partie.

Note 1. (p. 42.)

Ces trois hommes étoient le Ministre du Cabinet, Comte Colloredo; le Ministre des affaires étrangères, Comte Cobentzl, et le Référendaire-d'Etat, Baron Collenbach. –

Colloredo étoit dans le fait le moins responsable des trois. Son ignorance sans bornes, sa stupidité extrême, l'avoient réduit, dans ce département-là, comme dans tous les autres, à cette influence purément négative, qui dévenoit moins funeste

par le mal qu'il fit, que par
le bien qu'il empêcha de faire.
Dans les affaires de l'Intérieur
cette espèce d'influence étoit
beaucoup plus sensible; car
les mesures les plus sages, les
améliorations les plus néces-
saires, furent continuellement
repoussées ou paralysées par
l'ineptie de cet homme, et par
la peur, que lui inspiroit toute
idée quelconque de changement
ou de réforme. Mais dans les
affaires étrangères, où tout te-
noit à des relations et à des
événemens, sur lesquels il n'a-
voit aucun pouvoir, il étoit
obligé de s'en remettre à ceux
qui connoissoient, ou qui pré-

tendoient connoitre la nature de ces relations, et le fil de ces évènemens. Incapable de combiner deux idées, ou de former un jugement quelconque sur un problême tant soit peu compliqué, il avoit toujours pris le parti de se résigner aveuglement au Système que le Ministre, chargé de cette branche, lui avoit indiqué comme le meilleur dans les circonstances données. C'est ainsi que Mr. de Thugut avoit gouverné sous lui pendant sept ans avec une autorité, limitée en apparence mais absolue dans le fait; et c'est ainsi que Mr. de Cobentzl, qui avec une ame beaucoup plus

servile, avoit fait du principe, de ne jamais déplaire au Comte Colloredo, la règle suprême de sa conduite, le mena comme un enfant, et l'employa comme un instrument inanimé. Un bon Ministre des affaires étrangères, en cultivant seulement avec quelque soin la confiance et l'amitié de cet Automate, auroit pu s'en servir pour le bien, et peut-être même pour la gloire de l'état.

Le Comte Cobentzl, entre lequel et son Adjudant Collenbach étoit partagée la direction réelle de ce departement, possédoit (car il est civilement mort, comme les deux autres le sont physiquement) plusieurs des qualités,

qui forment un particulier ai„
mable. Un esprit leger, quelques
connoissances en fait de litté„
rature, une conversation facile,
beaucoup de douceur et de bien„
veillance dans le caractère, des
talens de société lui auroient
par-tout fait des amis, et l'au„
roient rendu digne d'en avoir.
Considéré comme homme d'état
il ne possédoit tout-au-plus
que ce qui constitue un bon
laquai politique. Il savoit
garder avec fidélité et discré„
tion les secrets de son maitre;
il recevoit ceux qui se présen„
toient chez celui-ci (les Ministres
des puissances étrangères) avec
toute la politesse, et en-même

tems avec toute la réserve d'un Valet-de-chambre bien exercé; il s'acquittoit de ses commissions avec décence; il portoit même dans le travail, dont il étoit chargé, c'est-à-dire dans ce que des gens de sa trempe appellent travail, une grande facilité et un dégré d'assiduité qu'on auroit à peine cru compatible avec la vie dissipée à laquelle il ne cessoit de se vouer. — Mais lorsqu'on pense que cet homme a attaché son nom à tant de grands événemens de son tems, que c'est lui qui a négocié et signé la paix de Campo Formio, présidé aux négociations de Rastadt, négocié et signé le traité de

Lunéville, et dirigé les affaires étrangères depuis 1801. jusqu'aux derniers jours de 1805. - on conçoit à quel point le germe de la pourriture et de la destruction devoit être développé au sein de la Monarchie Autrichienne. Dans des tems de prospérité et de vigueur, Cobentzl n'auroit pas pu se maintenir à la place d'un chef de Bureau. Les grands intérêts de l'Europe lui étoient totalement étrangers; il connoissoit à peine la superficie des affaires; il avoit sur la Russie et sur la France quelques notions d'antichambre et de détail; tous les autres pays de l'Europe, étoient pour lui

des terres-inconnues. Saisir l'ensemble, embrasser la totalité d'un problême, ou mettre seulement dans une affaire isolée asses de réflexion et de suite, pour la traiter d'une manière soutenue étoit au-dessus de son esprit et de ses moyens. Il regardoit chaque dépêche qui lui arrivoit chaque conférence, qu'il fut obligé de tenir, comme un objet absolument séparé; il répondoit d'après le besoin du moment; une autre dépêche, une autre conférence, qui survenoit le lendemain, étoit considérée et traitée de même; nulle liaison, nulle méthode, nul principe dans son travail; il oublioit

pour la plupart du tems, ce qu'il avoit écrit ou décidé lui-même; et pourvu qu'une expédition fut faite, ce qui en résulteroit de plus, lui étoit parfaitement indifférent. L'insouciance, la légèreté, et la lâcheté de son caractère, étoient telles, que l'état d'avilissement où la Monarchie étoit tombée pendant son Ministère, paroissoit à-peine l'affecter, et que toute considération dont l'honneur faisoit la base, perdoit avec lui son effet. Ce qui arrivoit en France étoit toujours pour lui une espèce de comédie, dont il ne haïssoit pas beaucoup les acteurs, et dont le dénoument n'auroit jamais troublé son sommeil. Attaché par ancienne

habitude à la cour de Petersbourg, il entroit dans les négociations, qui amenèrent finalement la guerre, par condéscendance, et par honnêteté, à-peu-près, comme il auroit accepté une partie-de-jeu, qu'une femme lui auroit proposée au milieu d'un accès de goutte. Attaché à sa place, par une autre ancienne habitude, et voyant que son maître soupiroit après un meilleur ordre de choses, il se soumit à ses volontés, et s'exposa aux chances du combat, avec la même facilité, mais certainement avec moins de plaisir, qu'il auroit signé la cession de deux provinces, si l'Empereur avoit préféré ce sacrifice.
Son ignorance dans les affaires

militaires n'étoit pas, à-tout-prendre, plus grande que son ignorance dans les affaires politiques; et ceux qui après la catastrophe d'Ulm l'ont vu pleurer comme une vieille-femme, et perdre la tête comme un enfant, n'avoient qu'à se rappeler l'ensemble de sa conduite pour reconnoitre, qu'il étoit toujours le-même, et que les orages avoient pu manifester, mais n'avoient pas créé sa foiblesse.

Les relations dans lesquelles il se trouva avec Collenbach, auroient suffi pour le caractériser. Cet homme inepte, lent, lourd, d'une pedanterie ridicule, d'un travail tellement pénible, qu'il suoit

à grosses gouttes pendant des semaines entières, pour enfanter quelque misérable dépêche, d'un esprit tellement borné, et d'une ame tellement étroite, que Cobentzl lui-même se moquoit souvent de lui, avoit pris cependant un ascendant si prononcé, et gagné à la fin un pouvoir si réel, qu'il étoit plus Ministre que son chef. Il est un de ceux, qui ont le plus directement contribué à la chûte de l'Autriche. Ennemi juré de toute supériorité, il écarta sans-cesse tout ce qui auroit pu relever le gouvernement par des talens ou par des conseils. Il voulut tout faire

lui-même ; et il n'étoit bon à rien. Il avoit encore par-dessus son impuissance totale, le mal, heureux défaut de s'opiniâtrer sans retour, lorsque le hazard, ou des efforts pénibles lui avoient fait découvrir ce qu'il croyoit une vue, ou un principe, alors, quoiqu'il en arrivat, personne ne pouvoit le déterminer à se rétracter

C'étoient là les personnages, auxquels une cruelle fatalité, et l'aveuglement des puissances les plus essentiellement intéressées aux démarches du Cabinet de Vienne, avoient livré la direction d'un projet, pour le succès duquel le génie d'un Prince

Eugène, les talens politiques d'un Guillaume III, ou d'un Chatham n'auroient pas été de trop!

Note 2. (p. 44)

Le peu de services, que l'Archiduc Charles a rendus à son pays, a été si complétement effacé par le mal réel qu'il lui a fait, qu'on est bien autorisé à le regarder comme un des principaux auteurs de la ruine de la Monarchie Autrichienne. Il a débuté dans la carrière militaire par

quelques actions brillantes ; et ceux, qui le connoissent le mieux, lui accordent, outre la bravoure personnelle, un coup-d'oeil juste et promt, et une grande activité au moment d'une affaire décisive. Mais comme il n'a, ou, pour parler avec plus d'exactitude, comme il n'a eu que ce seul talent, que cette qualité isolée, dans une époque, et dans une situation où il lui en auroit fallu bien d'autres, pour être ce "qu'un vain peuple" l'a cru, ses premières victoires ne sont dévenues qu'un malheur de plus pour sa patrie, puisqu'elles ont fait naitre cette fausse opinion de son mérite, qui a beaucoup contribué à la perdre.

En le suivant depuis la bataille de Stockach, on trouvera, que sa conduite a constamment démenti les idées, qu'on s'étoit formées de lui, et auxquelles bien des gens tiennent encore. Au lieu de profiter de sa victoire, pour s'emparer sur-le-champ de la Suisse, il a réfléchi, et hésité, et lambiné, jusqu'à ce qu'il fut trop tard pour frapper un coup décisif. Il a pris à la fin Züric; mais pour y perdre de nouveau un tems précieux. Chef d'une grande armée, seul Général victorieux, frère de l'Empereur, idole de l'Allemagne, c'étoit à lui à donner la loi; il a mieux aimé la recevoir de

ceux, qui auroient tremblé devant
lui, s'il avoit su agir en homme.
Il a quitté la Suisse dans le mo-
ment le moins convenable, qu'il
eut jamais été possible de choisir;
la bataille de Züric qui a changé
la face de l'Europe (puisque
sans elle Bonaparte ne régneroit
pas aujourd'hui) a été son
ouvrage; c'est lui, qui en est
responsable, et cent fois plus
responsable encore, pour ne pas
avoir réparé le malheur, comme
il auroit été capable de le faire.
Après la campagne de 1799. il a
honteusement abandonné la chose
publique; sous plusieurs misé-
rables prétextes il s'est retiré
du théâtre de la guerre; il s'est

fait le Chef de tous les mécontens, le Chef de ce parti pacifique, qui, avide d'humiliations et d'ignominie, auroit volontiers dès lors précipité l'Autriche dans cet abîme de malheurs, où elle est enfin tombée aujourd'hui. Rappelé à plusieurs reprises, invité, pressé, conjuré, il a reparu au Mois de Decembre 1800; mais c'étoit pour signer un armistice horrible, et pour accélérer une paix, telle qu'on pouvoit l'attendre après cet armistice. Nommé Ministre de la guerre, il a présenté pendant quatre ans le spectacle de la plus indigne foiblesse; ne profitant dans aucune occasion

de l'influence qu'auroit du lui
donner son nom, sa naissance
et sa Situation, favorisant
ou par son inactivité, ou par
son approbation positive, le
système de lâcheté et de nullité
établi par des Ministres pitoyables
protégeant, même dans la partie
militaire, des hommes (comme ce
Duca, par exemple) à qui toute
idée d'énergie étoit en horreur, et
n'osant pas soutenir ceux qui
(comme Msr. de Fasbender) lui
parloient de ses véritables devoirs
et lui montroient le chemin
pour les remplir. Il a été
à la fin éloigné de la place
qu'Il occupoit; et si on l'a
éloigné dans la perspective d'une

guerre inévitable (ce qui aujour=
d'hui paroit assez conforme à la
vérité) c'est la seule mesure
bien-calculée, que le Gouvernement
Autrichien ait adoptée depuis
dix ans ; car avec lui non-seule,
ment la guerre, mais les simples
préparatifs de la guerre dévenoient
ouvertement impossibles. Du
moment que Mack a été nom,
mé Quartier-Maître-Général de
l'Armée, ce qui étoit presqu'aussi
sage, qu'il étoit absurde et in,
sensé de lui confier le Comman,
dement suprême, l'Archiduc
dévoré par la haine, par la
jalousie, par toutes les passions
basses et ignobles, a conspiré
non-seulement contre Mack, mais

contre l'intérêt et la gloire de son pays. Chargé de l'armée d'Italie, c'est-à-dire du rôle le plus brillant qu'il ait pu ambitionner dans cette guerre, du seul d'ailleurs, qu'il ait pu obtenir, attendu que sa rage contre les Russes (qu'il détestoit presqu' autant que les Anglois) ne lui permettoit pas de commander en Allemagne, au-lieu d'oublier ses griefs personnels ou de venger ses prétendus affronts par des actions méritoires et honorables, il a tout fait, pour faire manquer la campagne, et, comme nous le verrons bientôt (V. Note 7.) a été plus coupable que Mack. Arrivé, lorsqu'il fut trop tard, pour empêcher

les derniers malheurs, il a eu un moment l'air de vouloir protester contre l'armistice; mais il a si peu empêché la paix, cent fois plus funeste que l'armistice, que le jour même où elle avoit été signée, il a eu une entrevue scandaleuse avec le tyran de sa patrie et de l'Europe; il l'a cajolé, et flagorné et encensé, comme il avoit fait auparavant pour tant de généraux régicides; et lorsque tout a été consommé il est rentré dans Vienne, et dans ses places, comme s'il avoit délivré et rétabli la Monarchie.

Né avec un esprit médiocre, et avec une ame sans nerf

et sans ressort, il n'a jamais eu
aucune idée grande et forte,
aucun sentiment élevé ou royal.
Ne connoissant ni les hommes, ni
les choses, il a constamment
accordé sa faveur à tout ce qu'il
y avoit de plus inepte, ou de
plus vil, à des Delmotte, à des
Colloredo, à des Duca, à des Grünne
xxxx ; il a toujours cherché le
salut de l'état là où on pouvoit
être sur de ne pas le trouver, et
ne l'a jamais vu là où il fut.
Son admiration aveugle pour
Bonaparte, a frappé de paralysie
ce qui restoit encore de facultés
à sa tête affoiblie par les ma-
ladies, gâtée par des louanges
perfides, et renversée par une

ambition sans succès. S'il étoit mort, au Mois de Juin 1799, son nom auroit passé à l'histoire avec tout l'éclat factice qui l'environnoit encore à cette époque; il semble avoir été conservé, pour assister aux funérailles de sa patrie, et pour être mis à sa place, par une postérité, qui le jugera d'après ses mérites.

Note 3. (p. 50.)

Pour bien entendre, quel a toujours été le contraste entre les voeux secrets des Ministres Autrichiens, et les protestations qu'ils

ont faites, à la Russie, il faut partager en trois époques le tems, qui s'est écoulé depuis les premiers symptômes d'une rupture entre la Russie et la France, et l'ouverture de la campagne de 1805.

La première de ces époques commence avec le départ de Marcoff de Paris, et son arrivée à Vienne au Mois de Décembre 1803, et finit au Mois de Fevrier ou Mars 1805. — Marcoff, en retournant en Russie étoit venu à Vienne pour sonder les dispositions du Cabinet Autrichien; on l'écouta avec docilité et complaisance; mais il emporta la conviction, qu'il étoit absolument impossible de s'occuper d'un projet sérieux avec des

hommes comme Mrs. de Colloredo et Cobentzl. Cependant on les engagea bientôt après à donner au Cte. Stadion des instructions ~~générales et vagues~~ pour négocier avec la Cour de Russie. Cette négociation fut constamment regardée comme un jeu par le Cabinet de Vienne; et le fait est qu'elle n'étoit pas autre chose. Ce qui se passa pendant l'année 1804, ne le prouva que trop. Si le moindre projet réel avoit été traité entre les deux Cours, l'Autriche n'auroit pas secrètement paralysé les démarches que l'Empereur de Russie avoit faites à Ratisbonne après l'infame assassinat de Mgr. le Duc d'Enghien.

Si un concert quelconque avoit
été formé ou seulement préparé
à cette époque, l'Empereur d'Alle-
magne n'auroit pas mis dans la
reconnoissance du titre Impérial
de Bonaparte cette précipitation
scandaleuse, et cette soumission
aveugle, qui ne lui permit pas d'y
attacher la plus legère condition;
il auroit bien moins encore con-
senti à un aussi vil expédient,
que celui imaginé par ses Ministres,
de se décorer du titre d'Empereur
d'Autriche, en compensation de
celui que l'Usurpateur venoit de
se donner. Il n'auroit pas non
plus adressé lettre sur lettre à
l'Archiduc Charles pour faire
examiner, si on ne pouvoit pas opérer

dans l'armée une réduction, qui eut diminué de cinq Millions (c'est-à-dire, d'à-peu-près d'un sixième) la dépense du departement militaire. — D'un autre côté il faut dire aussi, qu'au Mois de Novembre 1804 l'Empereur envoya à Petersbourg le Colonel Stutterheim, avec ordre, de s'informer de l'état de l'armée Russe, et des forces que l'Empereur de Russie seroit disposé à fournir dans le cas d'une entreprise contre la France; mesure, dont probablement l'Empereur lui-même avoit conçu l'idée, et à laquelle les Ministres consentirent, pour ne pas avoir l'air de repousser tout-à-fait les avances de la Russie, et

dans la ferme persuasion qu'il n'en résulteroit rien.

La séconde époque doit être fixée au Mois de Fevrier 1805. Les invitations de la Russie déve-noient de jour en jour plus pres-santes ; Mr. de Stadion avoit parlé à Petersbourg un langage conforme à ses instructions ; guidé par des principes honorables, il ignoroit, ou feignit d'ignorer les vues secrètes des Ministres qui lui donnoient ces instructions ; et à la fin ceux-ci se trouvoient tellement avancés, qu'ils n'avoient plus le courage de rebrousser chemin. Dans ces entrefaites les usurpations et les envahissemens de Bonaparte s'accumulérent sans interruption ;

le couronnement de Paris amena
bientôt le couronnement de Milan;
les projets de cet homme insatiable
devinrent d'un moment à l'autre
plus intelligibles et plus effrayans;
et le Cabinet de Vienne soupçonna
dans plusieurs occasions, qu'il
s'agissoit d'une attaque contre
l'Autriche, ne fut-ce que pour
la punir de ses négociations con-
nues avec la Russie, et pour ar-
rêter le cours de ces négociations.
Tant de circonstances réunies
forcèrent les Ministres autrichiens
à se préparer réellement au com-
bat. C'est alors que Mack fut
appelé à Vienne, qu'il fut chargé
d'une nouvelle dislocation de l'Armée
et que l'on pensa tout-de-bon à

la guerre. Mais les Ministres se flattoient sans cesse, qu'ils en détourneroient l'explosion. Car quant à Bonaparte, ils savoient bien, que malgré son attitude menaçante, et quelques emportemens momentanés, son véritable désir devoit être, d'éviter la guerre, et de prolonger jusqu'à un certain terme cet état de paix illusoire, qui ne s'opposoit à aucun de ses plans, et qui privoit ses voisins de tout moyen quelconque de lui résister. Et quant à la Russie, ils étoient (et avec beaucoup de raison) si fort persuadés de sa foiblesse, de son indécision, et de sa répugnance secrète pour la guerre, qu'ils espéroient constament,

que les démarches pacifiques ab-
sorberoient les armemens, et que
les capitulations succéderoient aux
menaces. La mission de Novositzoff
arrêtée depuis le mois de Janvier,
étoit le gage de ces espérances;
la saison avançoit; ce Ministre-
de-paix ne se mit, en-marche qu'au
mois de Juin; ils croyoient atteindre
l'hiver avant que le résultat de son
voyage ~~ne~~ les entrainat dans des
mesures sérieures; et ce repis-là
une-fois gagné, ils comptoient
sur quelqu'incident heureux.
Ce ne fut que dans l'instant
où ils apprirent le renvoi des
passe-ports, qu'ils regardoient la
guerre comme à-peu-près inévi-
table.

C'est ici que commence la troi, sième époque. Le Cabinet de Vienne étoit toujours également éloigné de toute disposition éner, gique; et plus il voyoit appro, cher la guerre, plus elle devoit lui paroître redoutable. Mais par l'éclat qu'avoit causé la résolution subite de Msr de Novo-silzoff, le voile étoit déchiré, et on ne pouvoit plus temporiser. Le Cabinet de Vienne imagina alors cette démarche mesquine et ignoble, qui a tant dérouté pen, dant quelque tems tous ceux qui spéculoient sur les événemens, et qui plus tard a été représentée comme un des actes de dissimulation et de perfidie les plus atroces et

les plus déshonorans. Il adressa dans les premiers jours d'Aout, aux Cabinets de Petersbourg et de Paris, et communiqua à plusieurs autres, cette fameuse invitation à la paix, par laquelle il conjura la Russie et la France " de renouer incessamment leurs négociations." Si cette note, aussi ridicule par son objet, que dégoutante par sa rédaction, avoit été en effet ce que tout le monde la croit aujourd'hui, un expédient pour gagner du tems, et pour échapper au premier embarras, elle auroit amplement mérité tout ce qu'on a pu dire contre elle. Mais quelqu'extraordinaire que cela paroisse à ceux, qui n'avoient pas

bien pénétré les véritables intentions des Ministres Autrichiens, il est de fait, que cette note étoit sincère, que la Cour de Vienne étoit de bonne-foi dans cette démarche, et qu'elle s'en promit des avantages réels. On peut aller plus loin encore, et soutenir hardiment, que le calcul, qui l'y avoit déterminé, n'étoit pas absolument faux, et que dans une supposition, qui ne sortoit nullement des bornes de la vraisemblance, le succès de la note étoit certain. Si Bonaparte fidèle à la conduite qu'il avoit tenue depuis six mois (car comment auroit-il pu ignorer ce qui se passoit entre les Cabinets!) avoit continué d'affecter la modération

et le désir de la paix, s'il avoit pu se résoudre à accueillir avec plus de faveur les exhortations pacifiques de l'Autriche s'il avoit répondu, que malgré ce que Novosilzoff avoit fait. à Berlin, il étoit prêt à reprendre une négociation avec la Russie, n'en doutons pas un instant, cette né„gociation auroit eu lieu. La Cour de Petersbourg n'avoit qu'à désavouer légèrement la dé„marche de Mr. de Novosilzoff; elle n'avoit qu'à se conduire comme si cette démarche avoit été faite sans ses ordres positifs. (ce qui pouvoit être rendu assez vraisemblable, vû la date de la lettre adressée par ce Ministre à Mr. de Hardenberg) et

à declarer de nouveau son empressement à épuiser les voies pacifiques. Elle s'étoit même effectivement portée sur cette ligne de conduite, puisque la première réponse à la déclaration du Cabinet de Vienne étoit tout-à-fait dans le sens de cette déclaration; ce qui, pour peu que Bonaparte l'eut accueillie de même, lui ôtoit déjà la liberté d'échapper à la négociation. Nous ne disons pas, Dieu nous garde d'une absurdité pareille, que cette négociation auroit jamais produit le moindre effet réel; nous disons seulement, que ceux, qui avoient imaginé ce projet, ou qui l'avoient embrassé avec ardeur, (car ses véritables auteurs ont été, il est triste de falloir l'avouer, les Ministres

de Sa Majesté Britannique) étoient
capables aussi de le poursuivre, en
dépit de la réunion de Gênes, et
l'auroient poursuivi dans tous
les cas, si on leur en eut
présenté les moyens; et il
n'en faut pas d'avantage
pour absoudre les Ministres de
Vienne de toute accusation de
perfidie, et pour expliquer,
combien la note du mois d'Aout
étoit peu en contradiction avec
leur système véritable.

Lorsqu'on s'apperçut
enfin, que cette note avoit man,
qué son but, que Bonaparte se
préparoit à la guerre, et que la
Russie n'étoit plus le maitre de
la prévenir, il falloit bien renon,

cer aux tergiversations ; l'impossibi-
lité de se rétracter donnoit à la
poltronnerie même une apparence
passagère de courage et de vigueur,
et l'Autriche entra dans cette
guerre, comme un homme, qui
sacrifieroit volontiers la moitié
de sa fortune pour ne pas se
battre, mais qui placé entre
deux épées, qui se cherchent à
travers son corps, ne peut plus
ni rester où il est, ni se per-
mettre un mouvement quelconque,
sans participer au combat.

Pour comprendre, à quel
point toute cette malheureuse
coälition étoit mal-combinée,
et mal-organisée dès son origine
on n'a qu'à reflêchir sur ce, qui

s'est passé entre la Russie et l'Autriche, jusqu'au moment où la guerre a éclaté. L'Autriche étoit indubitablement celle de toutes les puissances, que les progrès de Bonaparte, et notamment ceux, qu'il fesoit en Italie devoient le plus fortement inquiéter. C'étoit donc elle, qui devoit chercher l'appui, l'alliance, les secours de la Russie, et lui inspirer de l'ardeur pour une cause qui, sans ~~lui~~ être étrangère à celle-ci, l'intéressoit cependant beaucoup moins, que les puissances voisines de la France. Au lieu de cela la Cour de Petersbourg négocia, s'agita, exhorta, menaça, se servit de tous les

moyens, pour mettre celle de Vienne en mouvement; et quand on disoit: "les choses vont bien," cela vouloit dire, que celui, qui étoit à une lieue de l'incendie, avoit à force de sollicitations et d'instances, engagé celui dont la maison étoit déja atteinte par la flamme à vouloir bien admettre les pompes. Ce contresens inoui ne paroissoit choquer personne; on ne voyoit au fond que la Russie; et l'idée de tout ce qu'elle pouvoit faire, et de tout ce qu'elle feroit incessamment pour l'Europe, l'emportoit sur toutes les considérations, dans l'esprit même des hommes les plus éclairés.

Lorsqu'au mois de Juin 1805 on apprit, que le Comte Stadion avoit enfin reçu l'ordre d'accéder formellement à l'alliance conclue entre la Russie et l'Angleterre, l'Auteur de ce mémoire dans une conversation avec un des hommes les plus sensés qui se trouvoient alors à Vienne, tâcha de lui représenter l'extrême bizarrerie d'une situation où on étoit obligé de se réjouir de ce que l'Autriche vouloit bien dévenir l'accessoire d'un projet dont elle auroit absolument du être le principal moteur et directeur. Sur quoi l'autre lui ferma la bouche par la réponse suivante:

"Comment pouvez Vous Vous livrer dans ce moment-ci à une critique pareille? Pourvu que la chose se fasse, n'est-il donc pas égal par quel côté elle commence?" — Ce n'étoit pourtant rien moins qu'une circonstance indifférente. C'est le plan fondamental, c'est la manière de concevoir, de combiner et de préparer une grande entreprise, qui en décide presque toujours le succès. Ce qui veut heureusement <u>finir</u>, doit sagement et dignement <u>commencer</u>.

Cette note, ajoutée à ce qui est dit dans le texte, expliquera au reste, pourquoi

l'Auteur de ce Mémoire n'a pas voulu croire à la guerre, avant qu'il n'eut appris, que Bonaparte s'y étoit irrévocablement déterminé; et elle justifiera son incrédulité.

Note 4. (p. 58.)

L'Auteur pourroit aisement citer plusieurs personnes éclairées de Vienne, qui depuis que l'on sut le Général Mack chargé d'un pouvoir illimité, se livrèrent aux plus noirs pressentimens, et s'attendirent d'un jour à l'autre à la nouvelle de quelqu'évé-

nement funeste. On n'avoit pas besoin, pour nourrir ces craintes, de remonter, ni à l'histoire de la campagne de 1804, ni à celle de la campagne de Naples, ni à la conduite, que l'homme avoit tenue avant, pendant, et après son arrestation par les Français. Il falloit seulement l'avoir vu et suivi pendant son dernier séjour à Vienne. Ces combats perpétuels entre l'ambition et la pusillanimité, ces embarras, ces terreurs paniques, ces bassesses vis-à-vis de l'Archiduc Charles, qui le repoussoit avec mépris, dont il connoissoit toute la foiblesse, et dont il ne cessoit de briguer la faveur, ces consultations

avec ses amis, pour savoir, si la volonté de l'Empereur l'autorisoit suffisamment, ou non, à accepter la place de Quartier-Maître-Général, cette liaison intime avec Collenbach, cette admiration de Wintzingerode, cette crainte de se compromettre en parlant à ses meilleurs amis, pour peu, qu'il les soupçonnat en défaveur, cette affectation d'impuissance au moment, où son crédit étoit sans bornes, ce mélange de hauteur et de petitesse, de modéstie et de charlatanisme — tout cela le caractérisoit trop, pour que les vrais connoisseurs eussent pu s'y méprendre. La célérité, l'adresse, et le secret, avec lesquelles il a

opéré la dislocation de l'Armée
et le rassemblement des troupes sur les points
indiqués par le plan-de-cam-
pagne, le rendirent pour un in-
stant l'admiration et presque
l'idole du public; et il est incon-
testable, que cette opération, tenant
à un genre de talent, dans lequel
il avoit toujours excellé, méritoit
les plus grands éloges. Mais de là
jusqu'au commandement en chef,
il y avoit une terrible distance;
et quand Mack auroit même
été (ce que certainement il n'étoit
pas) le premier Général du Siècle
par rapport à la Science et
au genie, son caractère seul
auroit du l'exclure de cette place,
et l'auroit infailliblement exclu,

si les Ministres avoient été autre-chose quelconque que ce qu'ils furent.

Note 5. (p. 60.)

On a généralement répandu, que c'est Mr. Pitt, qui a proposé, ou même demandé exprès, que Mack fut nommé Général-en-Chef. Le fait est faux; mais s'il étoit de la plus exacte vérité, il ne prouveroit rien, ni contre notre opinion, ni contre Mr. Pitt. Il auroit été bien permis à quelqu'un, qui se trouvoit à Londres de juger Mack d'après

la réputation de talent militaire dont il jouissoit par-tout ; mais lui confier le sort d'un empire, après l'avoir vu et connu de-près — voilà ce qu'il y avoit d'impardonnable et ce que le Cabinet de Vienne a seul à justifier.

Note 6. (p. 63.)

Lorsqu'on examine l'histoire de cette malheureuse campagne d'après toutes les données que nous possédons aujourd'hui, il n'est pas difficile de se convaincre, que la première des accusations qu'on porte contre Mack, d'avoir passé l'Inn, sans attendre les Russes, est

après-tout celle contre laquelle on peut le plus facilement le défendre. Il est d'abord très-douteux, malgré ce qu'on a tant-de-fois dit à ce sujet, que le projet de ne pas ébranler l'Armée Autrichienne d'Allemagne avant l'arrivée du premier Corps Russe ait jamais été formellement arrêté entre les deux Cours Impériales. Les pièces qui ont été produites jusqu'ici, pour prouver un arrangement pareil, ne contiennent pas un mot, qui l'indique; on pourroit plutôt en inférer un plan tout-opposé, puisque le 11me article séparé de la convention "de Petersbourg" du 11. Avril déclare, qu'il faut "inviter S. M. Impériale et

Royale à mettre immédiatement ses armées en-état d'agir, en les complettant, et <u>en les concentrant à la proximité des limites de la France</u>." — Quoiqu'il en soit, il y avoit des motifs puissans pour se porter à ce premier mouvement. Dès qu'il fut reconnu que l'Electeur de Bavière ne seroit pas gagné par les voies de la négociation, une démarche décisive pour le désarmer, ou pour l'entrainer de force dans la coälition, étoit certainement d'une urgence extrême. Il auroit été en-outre très-mal entendu d'ouvrir à l'armée principale de l'ennemi le vaste théâtre de l'Allemagne, sans lui opposer une barrière

quelconque, de lui livrer tout le pays entre le Rhin et la frontière de l'Autriche, et de se tenir sur cette frontière dans une attitude purement défensive. D'ailleurs si la position de l'Inn avoit même été (ce qu'elle n'etoit pas, et ce qu'elle étoit d'autant moins qu'on avoit négligé de faire de Salzbourg une place du premier ordre) militairement avantageuse elle avoit le défaut majeur d'être beaucoup trop rapprochée de Vienne. Enfin le désir de soulager les pays héréditaires d'une partie de la charge, que leur imposoit l'entretien d'une armée aussi considérable, pouvoit se joindre aux autres motifs, pour engager

au passage de l'Inn; et si c'étoit une faute, que de l'avoir franchi, c'étoit bien la plus pardonnable de toutes.

Les véritables accusations contre Mack commencent après son entrée en Bavière. Il seroit injuste de le rendre seul responsable du projet de forcer l'Electeur; mais il est seul responsable de l'exé-cution foible et inepte de ce pro-jet. La position de la Bavière étoit dans tous les cas un des points les plus critiques et les plus problématiques de toute l'entre-prise. Désarmer, ou contraindre un Souverain, qui disposoit d'une très-bonne armée de 30,000 hommes étoit toujours une mesure hazardée.

Quelque fut l'inclination secrète de ce Souverain, il falloit absolument essayer avec lui tout ce que l'adresse, la persévérance et l'art du négociateur pouvoient fournir d'expédiens. Le fait est malheureusement, qu'il n'existoit qu'un seul moyen vraiment efficace pour le gagner; mais celui-là aussi étoit infaillible: il falloit pouvoir lui mettre sous les yeux la preuve du consentement de la Prusse. La Bavière ne pouvoit être déterminée que par-là; et comme tout se tient dans les grandes affaires, la faute fondamentale qu'on avoit faite celle de commencer les hostilités sans avoir préalablement obtenu

l'accession positive de la Prusse, rendoit le problême de la Bavière à-peu-près insoluble. — Cependant du moment qu'il fut reconnu que les négociations ne seroient plus d'aucun effet, et que plutôt que de se passer de la Baviere, ou de la voir agir contre nous, il falloit se résoudre à la forcer, fermeté, célerité, et vigueur devenoient absolument nécessaires. Mack ne fit rien, pour donner du poids au langage menaçant de sa cour; il fut la dupe d'une vaine démonstration; il laissa échapper l'armée; il laissa échapper l'Electeur; il ne sut tirer aucun parti du pays. Son passage par la Bavière ne fit qu'aigrir les

habitans, encourager un Prince jusques-là craintif et chancelant à s'associer ouvertement à l'ennemi, et répandre une juste consternation parmi les amis de la cause-commune.

La seconde, et une des plus énormes de ses fautes, fut celle de passer le Lech. S'il avoit pris sa position en-deçà de cette rivière, le projet de le prendre à-dos n'auroit jamais pu venir à Bonaparte; et s'il avoit été attaqué de-front avant l'arrivée des Russes, dans un moment, ou il se seroit cru trop foible pour résister, la retraite sur l'Inn étoit facile; il auroit fallu aux François quinze jours

peut-être trois semaines de plus pour atteindre l'Armée Autrichienne, aux Russes autant de tems de moins pour la joindre, et une armée de 120, ou 130,000 homes étoit réunie dans tous les cas avant qu'on en seroit venu à un engagement décisif. Une folie inexplicable lui avoit fait envisager la prétendue position d'Ulm comme la plus avantageuse de l'Allemagne. Il choisissoit cette malheureuse position avec la certitude géométrique qu'il y seroit au-moins pendant quinze jours, exposé aux attaques vigoureuses d'une armée qui, dans la plus foible supposition, devoit être superieure d'un tiers à celle

qu'il commandoit. Il savoit, que, si les François ne se mettoient même en-marche de Boulogne que le 25. du mois d'Aout, ils arrivoient à Ulm le 7 ou 8 d'Octobre; et que les Russes, qui d'après les arrangemens formels concertés avec Wintzingerode ne devoient commencer leurs mouvemens que le 20 d'Aout, ne seroint rendus à Braunau, que le 20 d'Octobre. Tout cela avoit été calculé; les pièces, qu'on à publiées en Angleterre, en font foi, et à-la-face de tous ces calculs, sans pouvoir s'alléguer à lui-même une seule bonne raison pour espérer qu'il se soutiendroit à Ulm, si les François avoient le projet

de l'en chasser, ou pour espérer
que Bonaparte, avec tant de
moyens pour tourner cette ridi-
cule position, s'aviseroit seulement
de la forcer, il s'y jetta avec un
aveuglement sans exemple, oubliant
que dans les conférences de Vienne
il avoit tant de fois prêché lui-
même, que ce seroit le comble
de la déraison, de vouloir s'avan-
cer en Allemagne, avant que
l'Armée d'Italie n'eut pénétré
jusqu'à l'Adda. Le plus grand
des malheurs fut encore, que
l'Empereur, s'étant rendu en Souabe
dans les derniers jours du mois
de Septembre, entrainé par
l'ascendant de Mack, donna son
assentiment formel à cette mesure

funeste, et rendit par-là impossible toute opposition ou modification quelconque.

Enfin, dès les premiers jours d'Octobre, Mack ne pouvoit plus se dissimuler, quel étoit le succés de son projet. Il vit le mouvement des Corps de Bernadotte et de Marmont; il ne lui resta pas un doute sur la réunion des Bavarois à ce corps; il devoit assez connoitre Bonaparte, pour savoir que la neutralité du pays d'Anspach ne seroit qu'une barrière impuissante, lorsqu'il s'agissoit de détruire une armée; il existoit même, quoiqu'on en dise, sans violer le territoire Prussien, d'autres

moyens pour arriver au but.
C'est alors du-moins qu'il devoit
changer de plan; il devoit ou
rentrer en Bavière, pour décon-
certer les projets de Bernadotte
et Marmont; ou bien se porter
avec toute son armée par Mem-
mingen et Kempten sur le
Tyrol, s'appuyer contre les
montagnes, et s'assurer la re-
traite sur l'Inn; enfin, si rien
ne pouvoit l'engager à quitter
la position qu'il avoit choisie,
il devoit au-moins empêcher
autant que possible la réunion
des deux Armées Françaises, atta-
quer les colonnes de Bonaparte
à-mesure qu'elles passoient de-
vant lui, en traversant le pays

de Würtemberg, et tout risquer, pour en battre l'une ou l'autre ce qui auroit probablement renversé la totalité de leurs projets. Il n'en fit rien. Il permit à l'armée de Bernadotte de passer la Danube; il vit tranquillement défiler à quelques postes de son camp toutes les divisions de celle de Bonaparte; il vit celui-ci former sa ligne sur le Lech avec toutes ses forces réunies, et n'avoit jamais fait un pas pour le prévenir. Arrivé à ce moment terrible, il pouvoit encore exécuter le projet de se retirer vers le Tyrol; ce projet étoit alors infiniment plus difficile qu'auparavant;

il étoit presque désespéré, et n'auroit plus èté exécuté qu'avec une perte très-sensible. Mais en sacrifiant une partie de son armée, il étoit du-moins sûr de sauver le reste, de sauver l'honneur de son pays, et de ne pas perdre la campagne d'un seul coup. Au-lieu de cela il resta stupidement à sa place; chaque jour l'affoiblissoit d'avantage; il avoit détaché un corps de 12 ou 15,000 hommes, pour gagner le Tyrol; mais ce corps fut intercepté et détruit; il n'avoit pas su retenir l'Archiduc Ferdinand, qui le quitta avec un autre corps, voyant que tout étoit perdu; il s'enferma à Ulm

avec 30,000 hommes, et sans racheter par quelque résolution honorable, par quelqu'acte d'un noble désespoir, un malheur qu'après tant de démence il ne lui étoit plus possible d'éviter, il se rendit par la plus honteuse capitulation.

On feroit le recueil le plus extraordinaire, en rassemblant toutes les anecdotes que des témoins oculaires de ces scènes, racontent sur la conduite de cet homme pendant cette époque affreuse. On l'auroit cru atteint de folie, dans l'acception la plus stricte du terme, si tout ne s'expliquoit pas par son caractère, tel que

nous l'avons peint dans le texte du mémoire. On s'étoit imaginé, par exemple, que ce qu'il disoit sans-cesse de la prétendue retraite des Français, (il somma entr'autres tous ceux qui ne vouloient pas y croire de monter au-haut de la tour, pour juger si le mouvement de l'ennemi n'étoit pas un mouvement retrograde!!) de la prétendue descente des Anglois en France, de la contre-révolution, qui s'étoit opérée dans ce pays &c. que tout cela n'étoit qu'un triste subterfuge, pour justifier momentanément contre les Généraux mécontens ou enragés, l'absurdité palpable de ses mesures. Mais

L'auteur de ceci a vu une lettre, que Mack écrivit de Josephstadt au Général Wintzingerode, pour défendre son plan d'opérations, et dans laquelle il avouoit de la manière la plus claire, qu'il avoit eu de très-bonnes raisons, pour croire à cette retraite, à cette déscente, à cette contre-révolution, à tous ces contes-bleus qu'un malheureux espion lui avoit faits. Il n'en faut pas plus, pour le juger. Dans cette même lettre il avouoit aussi qu'il avoit choisi la position d'Ulm, puisqu'un certain Bülow avoit dit dans un certain ouvrage sur l'histoire de la Campagne de 1800, que cette position étoit une

des meilleurs de l'Allemagne !! Peut-on s'étonner encore que cet homme ait perdu l'Europe ?

Note 7. (p. 65.)

L'Archiduc Charles est parti de Vienne le 14 de Septembre ; il est arrivé à Padoue le 19 ; son armée étoit au-delà de 100,000 hommes ; n'en eut-il eu que 80,000, c'étoit le double et plus que le double des forces de Massena. Ce dernier point est aujourd'hui suffisamment avéré et reconnu.

Les instructions de ce Prince n'étoient pas détaillées. Mack,

le seul homme qui ait pu lui en donner, craignoit trop d'augmenter la haine de l'Archiduc pour entrer dans la moindre chose qui le regardoit. Il étoit le maitre absolu de ses mouvemens; mais il savoit qu'une guerre vigoureuse en Italie étoit la base de tout le plan de la campagne, et son instruction, quoique vague et générale, étoit cépendant très-positive sur ce point-là.

On s'attendoit d'un moment à l'autre à recevoir la nouvelle des premières hostilités; une semaine s'écoula après l'autre; et on ne fut pas peu étonné d'apprendre, qu'au lieu d'ouvrir la campagne il avoit commencé par

un armistice de huit jours. Enfin le 16 d'Octobre étoit le jour fixé pour passer l'Adige; il n'en fit rien; ce jour ne fut marqué que par une vaine cannonade. Il en perdit encore quinze autres; et le 29 d'Octobre Massena passa l'Adige, et lui livra la bataille de Caldiero; bataille, où les deux partis s'attribuoient également la victoire, et après laquelle, quelqu'en eut été le vrai résultat, l'Archiduc jugea nécessaire de se retirer. Il opéra sa retraite par le Vénitien, la Carniole, la Croatie ~~ccc~~ et arriva dans les environs d'Oedenbourg vers le 13 ou 14 de Décembre. L'évaluation que les Français ont

faite de tout ce qu'Il doit avoir perdu pendant cette retraite, est certainement très-exagérée; mais il n'en est pas moins constant que sa perte a été considérable; et elle a toujours été infiniment trop grande pour le peu de bien qui en est resulté, pour la nullité absolue de cette armée par rapport au résultat final de la campagne.

Pour juger la conduite de l'Archiduc dans cette courte et funeste campagne, il faut réfléchir à ce qu'il auroit pu faire, et le rapprocher de ce qu'il a fait. Si, conformément à ses instructions, conformément au plan primitif, au véritable

interêt de la chose, à celui de son nom et de sa gloire, il s'étoit rapidement avancé, avoit battu l'armée de Massena, et en masquant Peschiera et Mantoue, s'étoit porté à marches forcées sur Milan, il auroit, même après les malheurs d'Ulm, arrêté les Français dans leurs opérations, menacé leur aile droite d'une diversion puissante, couvert le Tyrol du côté de l'Italie, retardé de plusieurs mois le dénoument final du combat, et absolument changé sa nature. Ou si, après avoir négligé ces prémiers avantages, et reconnu la nécessité de la retraite, il avoit au lieu de la faire par tant de tristes détours, qui anéantissoient

son armée pendant six semaines, adopté un plus noble projet, af, foibli d'abord l'armée de Massena toujours fort inférieure à la sienne, au point qu'elle n'eut pas osé le suivre, et pris ensuite le chemin le plus court, le plus utile et le plus glorieux, celui de la Carintie, et du Tyrol, chassant devant Lui les corps qui avoient pénétré par Salzbourg, forçant l'armée principale de l'ennemi à s'opposer à ses progrès électrisant les provinces qu'il traversoit, annonçant l'intention de disputer la Capitale aux Français, quelqu'eut été le succès de cette entreprise, il est impossible qu'elle n'eut amené

des événemens absolument différens de ceux dont nous avons été témoins. On a élevé ce Prince jusqu'au ciel, pour avoir, comme on veut bien s'exprimer "conservé à l'Autriche la dernière armée qui lui restoit." Mais autant eut valu transporter cette armée en Transylvanie; ou plutôt, autant eut valu ne pas se décider à la guerre, ce qui étoit le moyen le plus sûr de conserver la totalité de l'armée. Le devoir de l'archiduc Charles étoit de conserver la Monarchie, en sacrifiant une partie de son armée, si telle étoit la condition inévitable. Empêcher les Français de se porter en force sur la Moravie,

prévenir la bataille d'Austerlitz, occuper l'ennemi jusqu'à l'époque où les armées Prussiennes l'auroient mis dans la nécessité de se porter sur un autre théâtre: — voilà ce que sa patrie, voilà ce que l'Europe Lui demandoit.

La réputation de l'Archiduc Charles est une de ces illusions enracinées dans l'opinion publique de notre tems, contre lesquelles il est inutile de lutter. Les partisans du Système pacifique ont créé et nourri ce phantôme; les Français l'ont soigneusement entretenu, sâchant combien il leur étoit favorable; des hommes éclairés et bien-pensans s'y sont ralliés par crédulité ou par igno-

rance ; éblouis par l'éclat passa-
ger de quelques succès militaires,
et entrainé par l'enthousiasme
des autres, ils n'ont jamais exa-
miné de près l'objet de cette
aveugle adoration. On auroit
cru que du moins la conduite,
que l'Archiduc a tenue dans cette
derniere campagne désilleroit enfin
tous les yeux ; mais l'Archiduc
est plus populaire, que jamais.
Ce seroit travailler contre le but,
et se rendre odieux en pure perte
que d'attaquer aujourd'hui l'opi-
nion sur un point, où elle paroit
absolument incurable. Mais
il n'en étoit pas moins nécessaire
de consigner pour l'histoire, et pour
l'instruction de la postérité, ce que

nous avons pu dire ici d'un homme qui n'a jamais été autre chose, que l'instrument des plus grands malheurs de son pays.

Note 8. (p. 72.)

Le Prince Jean de Lichtenstein avoit acquis une juste célébrité dans les premières guerres contre la France, et principalement dans la campagne de 1799. De la valeur personnelle, une tête ardente et entreprenante, le talent de profiter du bon moment, et celui d'inspirer aux soldats la confiance,

le courage, et l'enthousiasme, en avoient fait un excellent Général de Cavallerie. Mais cet homme, excessivement ignorant, beaucoup trop orgueilleux pour s'instruire et livré à d'aveugles préventions étoit tellement pénétré de l'idée, que rien ne pouvoit résister aux Français, et sur-tout tellement rempli d'une admiration outrée pour Bonaparte, qu'il auroit livré la moitié de la Monarchie plutôt que de la défendre par une guerre. Ces dispositions funestes se dévéloppèrent et s'accrurent encore, depuis que par la mort de son frère, il étoit dévenu un des plus riches propriétaires de l'Europe, et que sordidement

attaché à l'argent, la crainte des sacrifices pécuniaires l'em, porta en lui sur tous les autres sentimens. Les propos qu'il tenoit dans toute occasion pour exprimer son aversion pour la guerre, étoient tout ce que l'on pouvoit entendre de plus révol, tant d'un Général, d'un Prince d'un des premiers Seigneurs de la Monarchie. Peu avant l'ouver, ture de la campagne, il demanda à l'Empereur une audience par, ticulière, et lui fit en son propre nom, et au nom des propriétaires de la Moravie, les rémontrances les plus pressantes contre ce qu'il alloit faire. Il n'accepta aucun commandement; il s'enferma ob,

stinément dans ses terres. Ce ne fut qu'après la prise de Vienne, au moment, où par la faute impardonnable du Prince Charles Auersperg, et par la nullité des mesures de la Cour, l'ennemi inondoit la Moravie, et menaçoit les armées Russes, qu'on le détermina à la fin à se mettre à la tête du Corps-de-réserve destiné à agir avec les Russes; il le fit avec la certitude positive, que tout succès étoit absolument impossible, et il eut l'imprudence de l'annoncer. Il se conduisit cependant en bon soldat à la bataille d'Austerlitz; mais le lendemain de cette malheureuse journée, devenu le seul conseiller

de l'Empereur, et par-conséquent l'arbitre des affaires, il profita de cette situation pour frapper le coup décisif. Il prépara l'entrevue de son Souverain avec Bonaparte; il l'introduisit lui-même à cette entrevue; l'armistice et la paix de Presbourg furent négociées et conclues sous ses auspices.

Note 9. (p. 78.)

Deux circonstances ont puissamment contribué à nourrir et fortifier les illusions dans lesquelles le Cabinet de Petersbourg se trouvoit par-rapport aux

dispositions de celui de Vienne.
L'une étoit, que l'Ambassadeur de
Russie à Vienne, intimément lié avec
les Ministres Autrichiens et désirant
leur conservation, dissimuloit dans
ses rapports le véritable état des
choses, et favorisoit, au lieu de
rectifier, les fausses idées, que sa
cour s'étoit formée de la résur-
rection politique de l'Autriche.
L'autre étoit la conduite personnelle
de l'Ambassadeur d'Autriche à
St. Petersbourg, lequel, fortement
attaché aux meilleurs principes,
voulant le bien en homme de sens
et d'honneur, et très-supérieur
en lumières et en talens à ceux
dont il étoit l'organe, n'eut
pas plutôt reçu les instructions

qui lui permettoient de marcher dans la bonne-route, qu'il y entra de coeur et d'ame, et par son zèle et sa persévérance porta les Ministres avec lesquels il négocia, à juger son gouvernement d'après lui.

Un observateur superficiel, en saisissant ces deux circonstances, se récriera sur cette fatalité impitoyable, par laquelle tout, le bien comme le mal, a paru tourner contre nous. Mais les vrais hommes d'état ne s'arrêtent pas à des plaintes pareilles; ils savent, que dans les événemens, qui décident du sort des empires, la part de ce que l'on désigne par le hazard est beaucoup moins

considérable, celle de l'homme, beaucoup plus grande, qu'on ne l'estime ordinairement, et que ni les réticences de Mgr. de Rasoumoffsky ni la conduite honorable de Mr. de Stadion, n'auroient égaré le Cabinet de Petersbourg, s'il avoit su se mettre à cette hauteur, d'où l'on voit les choses telles qu'elles sont.

Il faut ajouter à tout ceci que le séjour de Pozzo di Borgo à Petersbourg à cette époque, et ses liaisons avec le Prince Czartorisky n'ont pas peu contribué à dérouter et à aveugler le Cabinet de Russie sur la position de l'Autriche. Pozzo vouloit la guerre à tout prix, et la médiocrité du Cabinet de Vienne, qu'il connoissoit très bien ne pouvoit nullement déranger ses projets, inspirés par l'ambition et par la haine personnelle

Note 10 et 11. (p. 80. et 81.)

Le Ministre d'Angleterre à Vienne avoit parfaitement vu, et connoissoit à fond le Ministère Autrichien; les dépêches, qu'il a envoyés à Londres loin de confirmer

aucune des fausses idées, ou des espérances chimériques, auxquelles on se livroit par-rapport à l'Autriche, les avoient toujours vigoureusement combattues. Plusieurs autres mémoires particuliers adressés de tems-en-tems au Gouvernement Anglois étoient rédigés dans le même sens; et dès le mois de Juin 1803, on avoit annoncé et prouvé à ce Gouvernement "qu'un changement total dans la direction des affaires à Vienne étoit la première condition de tout succès quelconque auquel l'Europe put encore prétendre dans la cause de son indépendance et de son salut."

La confiance exclusive et

aveugle, qu'on avoit placée à Londres dans le Cabinet de Petersbourg, l'emportoit sur tous ces avertissemens et les avoit fait oublier entièrement. Un seul fait, que nous allons citer, suffira pour prouver cette assertion, d'ailleurs trop clairement attestée par le résultat des dernières combinaisons politiques. Dans les derniers jours du mois de Mai 1805 on fit entendre à Sir Arthur Paget, en toute réponse aux rapports très-intéressans, qu'il avoit présentés depuis quelque tems sur l'état des choses à Vienne, "que dans les circonstances, où on se trouvoit alors, on préféroit de recevoir les nouvelles de Vienne par le

canal de St. Petersbourg". Il n'en falloit pas plus à un homme instruit et clairvoyant pour se convaincre à l'instant, que la coalition étoit manquée.

Ce fut une faute égale-ment pernicieuse, et provenant de la même source, que d'avoir poussé la complaisance pour la cour de Petersbourg au point d'exclure le Ministre d'Angle-terre à Vienne de toute con-noissance des négociations entre les trois cours, jusqu'aux der-niers jours du mois d'Aout 1805. Cette condescendance a été payée bien cher; et ce qui est sur-tout remarquable, c'est que la Russie n'a pas moins

eu à regretter de l'avoir demandée que l'Angleterre d'y avoir obtempéré.

Note 12. (p. 86.)

La marche à suivre dans cette grande affaire étoit proprement celle-ci. Les Cabinets de Londres et de Petersbourg, une-fois résolus à une entreprise décisive contre Bonaparte, devoient, avant-tout, s'adresser à la cour de Berlin, sans le concours réel de laquelle il étoit inutile de s'occuper d'un projet pareil. La troisième partie de ce mémoire

exposera les moyens dont il falloit se servir pour épurer le cabinet Prussien, et pour s'assurer du Roi de Prusse. Ce grand objet préalablement arrangé, il falloit présenter à l'Empereur un plan tout-fait pour le rétablissement du Système de l'Europe, plan, dans lequel le rétablissement de ses propres affaires auroit occupé une place importante. Il falloit Lui annoncer en même tems que le succès de toute l'entreprise tenoit aux mesures qu'Il prendroit; mais que, comme Ses Ministres actuels n'inspiroient de la confiance à personne, un changement dans Ses conseils étoit considéré par

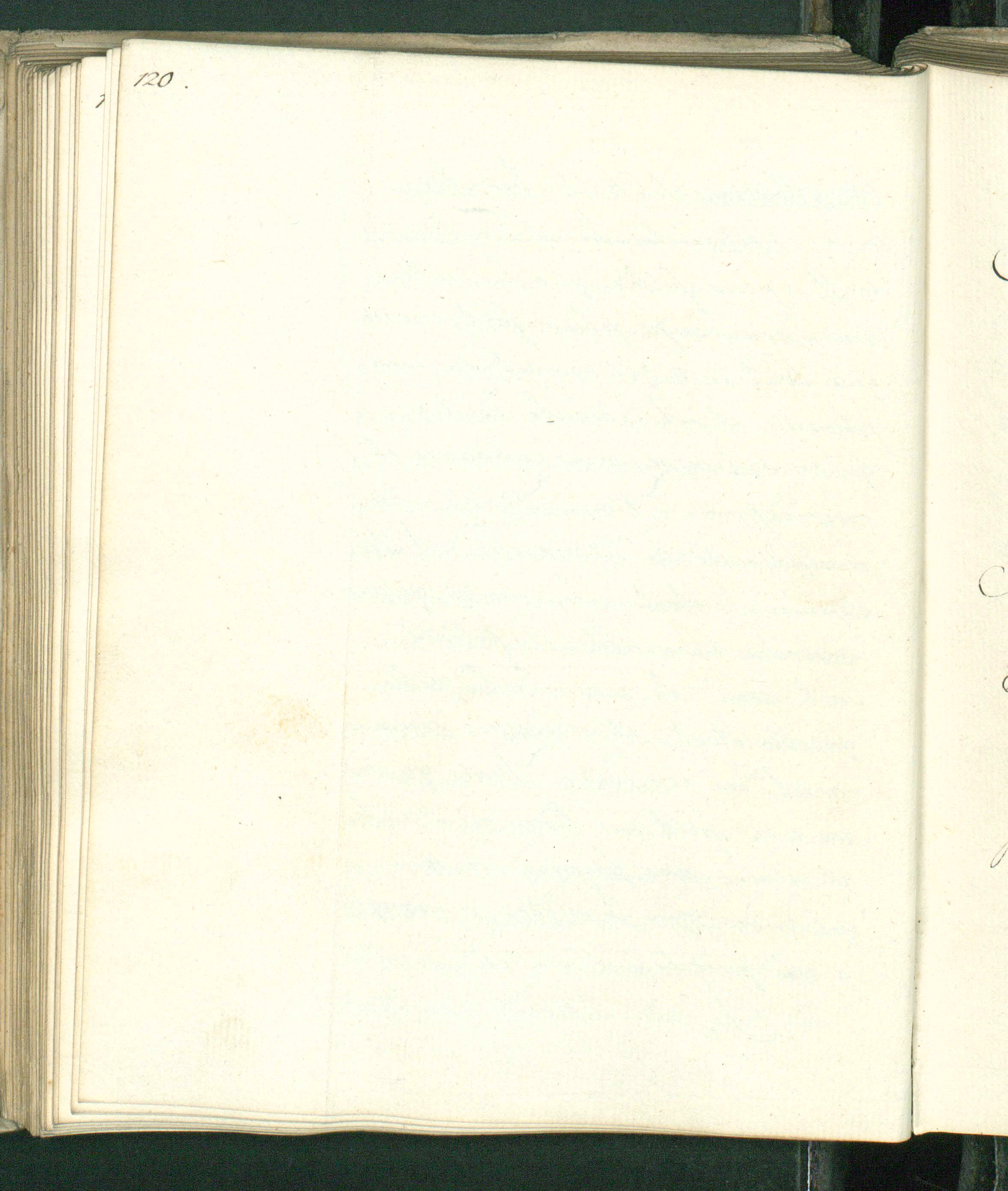
les autres puissances comme la seule preuve indubitable d'une accession sincère de sa part, et comme la condition expresse de l'entreprise. L'Empereur désiroit depuis longtems de sortir de sa position affligeante; une invitation pareille auroit fait sur lui une grande impression; et muni du consentement de la Prusse, le plan lui auroit inspiré sans-faute une confiance illimitée. Il avoit lui-même une idée assez mince de ses Ministres; on l'auroit fait entrer sans beaucoup de difficulté dans l'idée, qu'un changement étoit nécessaire; et pour peu qu'après ces explications préalables les Ministres de Russie et d'Angleterre

Ce passage est trop affirmatif. — L'Empereur n'est pas un Prince que des conseils étrangers peuvent facilement guider. — Il est vrai toutefois que personne ne l'a tenté

eussent agi avec adresse et persé-
vérance, il est certain, qu'on eut
pleinement réussi.

On a souvent prétendu, que
rien n'étoit plus difficile que de
remplacer d'une manière avanta-
geuse les personnes, qui dirigoient
alors les affaires de la Monar-
chie Autrichienne, et que le grand
mal étoit proprement le dénue-
ment absolu d'hommes capables,
dans lequel se trouvoit cette Mo-
narchie. Cette objection méritoit
à-peine une réponse. Le Mini-
stère Autrichien étoit si mauvais
que tout changement quelconque
devoit nécessairement être en-bien;
et quand on a encore le choix
entre des hommes tels, que le-

~~[illegible]~~, le Cte Stahremberg, le Cte Metternich, Mr. de Trautmannsdorff (plus foible que les autres, mais beaucoup plus fort encore que tout ce qu'il auroit du remplacer), il est ridicule de dire, qu'on se trouve sans ressource et sans éspoir. Non! Non! La maladie de la Monarchie Autrichienne n'étoit rien moins qu'une maladie incurable; il falloit seulement la reconnoitre telle qu'elle étoit, et s'occuper sérieusement des rémèdes. Mais quand on n'a fait ni l'un ni l'autre, il n'est pas permis de se plaindre, que le succès a manqué à nos projets.



Notes de la Troisième partie.

Note I. (p. 132.)

Après tout ce que nous avons dit pour caractériser le système de la Prusse, la perversité de sa politique, le mal qu'elle à fait à l'Europe, nous devrions avoir le droit de nous flatter, que personne ne nous attribuera l'intention de justifier ou de prôner sa conduite. Cependant la haine, que lui portent aujourd'hui les plus estimables de nos contempo-

rains, est si profonde, et si juste, les mésures auxquelles elle s'est livrée depuis les événemens que nous exposons ici, ont un caractère si odieux et si révoltant, et le dernier résultat de nos recherches contrariera et heurtera si fort l'opinion généralement reçue, que nous ne serions pas extrêmement étonnés, que des hommes même très-éclairés se refusassent à l'évidence de notre raisonnement. Les observations suivantes ne paroitront donc ni inutiles ni déplacées.

En examinant dans sa totalité la conduite du Gouvernement Prussien, et en la comparant à celle des autres puissances interessées, il est impossible de nier,

que la Prusse a été depuis dix ans, après la France, l'ennemi le plus constant et le plus dangereux de l'intérêt commun de l'Europe. Chacune des puissances, qui dans ce bouleversement universel, produit par la révolution Françoise, auroient du travailler à la conservation de l'ancien édifice social, est tombée dans des fautes impardonnables; chacune a manqué le but; chacune a plus ou moins méconnu ses dangers, ses intérêts, et son devoir. Mais aucune autre n'a, comme la Prusse, coöpéré directement, et, pour ainsi dire, de-propos-délibéré, à la désorganisation générale du système fédératif; aucune n'a, comme elle, conçu le coupable projet de profiter

des malheurs de tous, de s'enrichir des dépouilles de ses voisins, et de favoriser la tyrannie de la France, pour surnager à la destruction commune. Sous ce point-de-vue général il seroit mal-adroit et injuste de vouloir seulement établir un parallèle entre la + Prusse et les autres puissances; elle fait classe à-part dans tout ce qui est immoralité politique. Mais tel n'est nullement l'objet, qui nous occupe dans la recherche actuelle.

La question que nous avons à traiter ici, se réduit exclusivement à ces termes: Les puissances réunies contre la France pouvoient-elles en employant tous leurs moyens, entrainer la Prusse dans leurs projets,

malgré sa conduite précédente, son égoisme et ses mauvais principes? Voilà ce que nous devons examiner.

Pour résoudre cette grande question, il s'agissoit de déterminer d'abord quels étoient les moyens à choisir pour obtenir le concours de la Prusse, et ensuite ce que les puissances ont fait, pour saisir et employer ces moyens. Si nous sommes en-état de prouver, que bien loin d'en avoir tiré parti, elles les ont complètement négligés, quelles sont tombées de fautes en fautes, que leur conduite a été généralement telle, que si même la Prusse avoit abjuré ses anciennes maximes, et adopté un meilleur systême elles se seroient privées de sa coöpération — la question est decidée contre

les puissances. Car dès-lors il devient absolument inutile d'insister sur les torts de la Prusse; il faudroit encore — et on n'y parviendra jamais — démontrer que ces torts auroient ~~toujours~~ été les mêmes, quelque marche qu'on eut suivie pour réussir. Le grand tort, le tort par excellence, et celui qui nous intéresse le plus, est à ceux, qui se trouvoient chargés du soin, d'effectuer un changement salutaire, et qui n'ont pris aucune bonne mesure pour opérer ou pour fixer ce changement. Il est même infiniment plus sage, et infiniment plus essentiel pour nous, qui portons aujourd'hui le poids de leurs fautes, de nous occuper de ce qui les a fait naitre, que de nous livrer à de vaines déclama-

tions contre la Prusse. Les égaremens de la Cour de Berlin sont tout aussi généralement admis et tout aussi généralement abhorrés, que ~~[illegible]~~ la tyrannie et la perfidie de Bonaparte; lorsqu'il s'agit de frapper sur l'opinion publique, qu'on les expose dans toute leur turpitude; mais lorsque nous voulons nous instruire par des discussions confidentielles, ~~[illegible]~~ et nous éclairer sur les véritables causes de nos malheurs, ce n'est pas des lieux-communs, que nous cherchons. C'est peu de chose encore, que de se pénétrer d'horreur pour les crimes d'un ennemi reconnu, ou de vouer à l'exécration un traître qui s'est démasqué lui-même; le grand point,

c'est d'approfondir et d'expliquer avec l'impartialité la plus sévère, comment nos propres fautes, et celles de nos meilleurs amis ont secondé les projets de l'ennemi et rendu la trahison possible.

La critique dont nous allons nous occuper seroit dont juste et nécessaire, quand bien il seroit positivement démontré, que la Prusse a été tout aussi coupable, qu'on la croit, et qu'on la répresente ordinairement. Mais cette critique acquiert une force nouvelle, si nous arrivons à un resultat différent, si nous sommes obligés de reconnoître, que quelques aient été jusqu'à une certaine époque les erreurs, les torts, ou les crimes de cette puissance, on auroit pu la

ramener au bien, du moins pour autant, que l'exigeoit le succès d'une entreprise particulière. Les faits incontestables, qu'on trouvera dans le texte du mémoire, établiront cette vérité au-delà de toute espèce de doute. Nous garantissons l'exactitude de ces faits; il n'y en a pas un, qui ne soit puisé dans les premières sources, et confirmé par les plus respectables autorités. Leur ensemble ne doit nullement produire l'absolution ou l'apologie de la Prusse; (un elan momentané vers le bien n'étoit pas une expiation suffisante de tout le mal, qu'elle avoit fait à l'Europe) mais il doit justifier la condamnation des puissances, qui ont perdu par leurs fausses mesures une conjoncture

précieuse et unique, qu'on ne ramenera, qu'on ne rétrouvera jamais.

Quant à la conduite du Gouvernement Prussien depuis les tristes événemens, qui ont terminé la guerre contre Bonaparte, nous pourrions nous contenter de dire, qu'elle n'entre pas dans la discussion actuelle. Mais bien loin de nous en remettre à cette exception, nous ne craignons pas d'avancer, que les fautes, qui ont privé les Alliés de la participation active de la Prusse, ont puissamment contribué aussi à précipiter celle-ci dans la carrière honteuse et déplorable, dans laquelle elle s'est embourbée aujourd'hui. Il n'étoit pas difficile de

prévoir, et l'auteur de ce mémoire entr'autres l'a prédit dès le mois de Décembre, que si dans ce moment décisif on laissoit échapper la Prusse, elle déviendroit plus mauvaise que jamais. En jugeant les hommes tels qu'ils sont, personne n'avoit le droit de s'attendre à ce que la Prusse, découragée par le résultat de la campagne, effrayée de sa propre énergie, tremblant de se voir exposée seule au ressentiment et à la vengeance de Bonaparte, reprit purement et simplement le système qu'elle avoit ~~suivi avant~~ adopté à l'ouverture de la guerre. Nous ne disons pas, Dieu nous en garde, qu'elle n'auroit pas été en état de le faire. Au-contraire, nous sommes bien persuadés, que si

le Roi de Prusse avoit eu assez de fermeté pour insister sur la conservation intacte du Status quo dans le Nord de l'Allemagne, pour repousser tout projet de cession et d'échange, pour déclarer, qu'il ne souffriroit jamais la rentrée des François dans le Hannovre, et que le maximum de sa condescendance seroit de se charger lui-même de l'occupation militaire et provisoire de ce pays, jusqu'à la paix définitive, il auroit obtenu, et cela même sans guerre, une position aussi avantageuse et aussi honorable, qu'il fut possible de l'imaginer après la défaite de la coalition. Mais le caractère du Roi de Prusse étoit connu. On

pouvoit calculer d'avance qu'abandonné à lui-même après le plus grand effort, qu'il eut jamais fait de sa vie, livré de-nouveau à ses terreurs, à son antipatie pour les grandes résolutions, et sur-tout à ses mauvais conseillers, il ne s'arrêteroit plus devant aucune considération d'honneur ou de devoir. On pouvoit calculer de-même, que le parti, qui avoit constamment profité des dispositions pusillanimes de ce Prince pour l'éloigner de toute démarche honorable, de toute participation quelconque à des projets d'intérêt général, aigri par le triomphe passager d'un systême opposé à ses principes, victorieux à son tour

par les malheurs de la coalition, et s'etayant d'une infinité de fautes par lesquelles les puissances alliées sembloient avoir donné gain-de-cause aux apôtres de la prétendue neutralité, poursuivroit ses nouveaux avantages jusqu'à consommer l'assujettissement de la Prusse, et à la détacher entièrement de tout ce qui pouvoit lui rendre son indépendance, en l'associant à la cause générale. Dévélopper les causes qui ont fait manquer le projet principal, c'est donc en même tems expliquer la conduite de la Prusse depuis la chûte et l'abandon de ce projet. Ces deux branches de calamités dérivent en effet de

la même source; et ceux qui sont directement responsables de l'une sont indirectement responsables de l'autre.

+

Note 2. (p. 137.)

Ce parti à la tête duquel on voyoit le Baron de Hardenberg quelques autres des principaux Ministres, plusieurs des Généraux les plus estimés, quelques personnes même de la famille royale (entre autres le Prince Louis Ferdinand, un des hommes dont avec quelque sagesse on pouvoit tirer le plus de parti) avoit fait son premier coup d'essai

dès le mois de Novembre 1804. dans l'affaire de Sir George Rumbold. Il est vrai, que le parti opposé, dont on peut regarder comme les coryphées le Comte de Haugwitz, le conseiller Lombard et le marquis de Lucchesini n'avoit cessé de lutter contre le changement de système que ses adversaires méditoient depuis quelque tems, et que dans certaines occasions marquantes (notamment dans le trop fameux échange des ordres) ce parti avoit remporté la victoire. Mais il n'en est pas moins vrai, que son influence diminuoit journellement, d'ailleurs c'étoit déja un grand pas vers un meilleur ordre des choses que d'avoir réduit ces hommes

dangereux à être signalés comme <u>un parti</u>, ou plutôt comme <u>une faction</u>, constituée en état-de-guerre avec les vrais intérêts de la Prusse.

Note 3. (p. 143.)

Le système des échanges et des arrondissemens est une des plus détestables inventions de cet esprit d'immoralité et de rapacité politique, qui depuis trente ans a d'abord sourdement miné et ensuite ouvertement renversé toutes les bases du droit public. Ce sera un grand service rendu à l'humanité que de

faire disparoitre un jour tout ce code d'égoisme et d'iniquité d'après lequel on régle aujourd'hui les intérêts et les prétentions des souverains. Mais le moment n'en est pas encore venu. La situation de l'Europe est telle qu'une véritable <u>contre-révolution fédérative</u>, doit précéder les nouvelles constructions, qui rétabliront l'ordre social, et prépareront pour les tems à venir l'indépendance et la stabilité des empires. De grands et vastes changemens dans la distribution et dans la réunion des états sont dévenus indispensables. Autrefois le premier objet et le premier devoir d'un homme d'état étoit de s'opposer à ces chan-

gemens et de maintenir par tous les moyens les rapports et les possessions existantes. Aujourd'hui il s'agit avant-tout de sortir de cet immense cahos formé par l'injustice et par la violence ; mais bouleverser le bouleversement, est une entreprise, qui ne sauroit être exécutée sans des opérations plus ou moins arbitraires. Il faudra donc se soumettre pour quelque tems au régime d'une force qui répare, ce qu'une force illégale a détruit ; et supposé que nous réussissions encore à rétablir un équilibre de fait, sans lequel il est inutile de penser à la résurrection politique de l'Europe, le grand problème à résoudre sera de déterminer sagement la marche, que la force répara-

-trice doit adopter, et de trouver les moyens les plus simples, les plus doux, et les moins illégals, pour passer du désordre actuel à un nouveau système fédératif.

Autant que dans cette grande opération les anciens principes du droit public, les traités, les titres reconnus, les possessions intactes, les effets sacrés de la préscription, et tout ce qui a constitué jusqu'ici les fondemens de l'ordre social, pourront trouver leur application, il faudra s'y attacher avec respect. Mais il est clair, que dans une quantité de cas ces principes seront absolument inapplicables. Il faut donc s'occuper d'avance de

ce qui pourra y suppléer pour le moment. Deux règles générales doivent être établies pour tous les nouveaux arrangemens de pouvoir et de territoire que réclamera la crise sans exemple dans laquelle nous nous débattons aujourd'hui. La première, qu'aucune possession, qui s'est conservée intacte entre les mains d'une autorité légitime, ne soit aliénée, morcelée, échangée, ou modifiée sans le consentement libre et formel de cette même autorité légitime. La seconde, que toutes les fois, que par l'impossibilité évidente et reconnue de rétablir l'ancien ordre des choses, ou par la nécessité généralement

admise d'introduire une nouvelle organisation, des changemens deviennent inévitables, ces changemens ne s'opèrent que par des dispositions librement-concertées entre toutes les puissances de l'Europe, et sous leur garantie commune et permanente. Avec ces deux régles fondamentales nous verrons bientôt disparoitre le scandale des envahissemens arbitraires, des arrangemens secrets, des stipulations particulières d'échange et d'indemnités, et tout ce que cette monstruosité morale qu'on appelle le droit du plus fort, et cette autre monstruosité politique qu'on appelle le système copartageant ont engendré d'abus

et de confusion; et les nouveaux déplacemens, que les circonstances funestes du tems rendront absolument inévitables, se feront avec les moindres secousses, et avec les moindres inconvéniens, qu'admettra la nature des choses.

C'est là le sens dans lequel nous voulions faire sentir, combien il auroit été sage et bien-vu de présenter à la Prusse la perspective d'un arrondissement utile, comme prix d'un attachement suivi aux principes de l'intérêt commun. Concentrer autant que possible les forces éparses de l'Allemagne, étoit une des mesures les plus infaillibles pour soutenir et pour pacifier le continent. On

peut donc dire, qu'en principe général tout aggrandissement quelconque de la Prusse tournoit à l'avantage commun. Plus on la consolidoit et plus on augmentoit d'un côté les moyens, et de l'autre l'intérêt qu'elle avoit à s'opposer aux progrès de la France, et on lui ôtoit le seul motif réel, qui put l'induire à séparer sa cause de celle des autres puissances.

Nous ne nous chargerons pas ici de l'enumération des différentes combinaisons politiques, par lesquelles on pouvoit atteindre ce but. Nous n'en exposerons qu'une seule, pour faire voir que la chose n'étoit pas sujette à des difficultés insurmontables.

On auroit pu offrir au Roi de Prusse la partie orientale de l'Electorat de Hanovre, et y ajouter le Duché de Brunsvic. Les Princes qui gouvernent celui-ci, attachés depuis long tems à la maison de Brandebourg, comme des vassaux bien plus que comme des alliés, et ne connoissant plus d'autre grandeur et d'autre gloire que celle qu'ils acquièrent avec et par la Prusse, pour peu qu'on leur eut garanti des revenus suffisans, se seroient aisément démis de leur souveraineté mal-assurée. Et quant à l'Electorat de Hanovre, il ne s'agissoit que de trouver un équivalent pour ce que la maison regnante en eut cédé.

Cet équivalent pouvoit être pris sur les provinces que la Prusse possédoit en Westphalie; et s'il n'eut pas été suffisant, on pouvoit y ajouter le Duché d'Oldembourg, en engageant l'Empereur de Russie, à indemniser la branche de la maison Holstein, qui règne dans ce dernier pays, (et qui lui est entièrement attachée par tous les genres de liens) en lui donnant une autre possession quelconque, p. e. le Duché de Courlande.

Moyennant un arrangement pareil, qui auroit satisfait la Prusse pour longtems, la maison de Brunsvic-Lünebourg, non-seulement n'auroit fait aucune perte réelle, mais auroit encore ouverte

ment gagné, et gagné, qui plus est, d'une manière très-conforme aux intérêts politiques de l'Angleterre, et à tous les grands intérêts de l'Europe. Le Roi d'Angleterre, en possession de toute la côte et de tous les ports entre l'embouchure du Weser, et la frontière de la Hollande, et d'une grande partie des pays, entre la Monarchie Prussienne et le Rhin, auroit pu singulièrement entraver tout progrès quelconque que les Français auroient tenté dans le Nord de l'Allemagne, et au-lieu d'être exposé, comme aujourd'hui, à perdre son Electorat quatre semaines après la déclaration de la guerre seroit devenu un grand et puissant

appui pour la Hollande et même pour la Prusse. — On a pensé un moment à une combinaison de ce genre-là dans les négociations qui eurent lieu vers la fin du mois d'Octobre; mais on s'en est avisé trop tard comme de tout ce qui auroit pu sauver l'Europe.

Nous ne pouvons pas quitter cet objet sans ajouter encore une réflexion qui paroîtra peut-être plus hardie que tout le reste, et qui n'est pourtant qu'un juste dévéloppement des principes que nous avons établis plus haut. Aussitôt qu'il fut reconnu avec certitude, que l'ancien état de l'Empire Germanique ne se soutiendroit pas, et

ne pouvoit pas se soutenir, que la dissolution prochaine de l'Allemagne pouvoit être démontrée par des argumens d'une évidence irrésistible c'étoit le devoir de ceux des Souverains, qui ne vouloient pas livrer ce beau pays aux horreurs d'une tyrannie étrangère, de s'occuper à-tems des moyens de prévenir cette révolution funeste, en exécutant une autre révolution dans un sens moins désastreux, plus national et plus conforme à tous les grands intérêts de l'Europe. Plutot que de voir l'Empire déchiré par les vautours de Bonaparte, les deux premiers Souverains de l'Allemagne auroient du le partager entr'eux; et la Russie et l'Angleterre auroient

bien fait de favoriser ce projet. Avec des modifications bien-entendues il en seroit résulté des bienfaits incalculables. Il ne s'agissoit pas pour réaliser un plan pareil, de bouleverser et de révolutionner les établissemens, les pouvoirs, et les possessions. Il falloit, autant que possible, ménager jusqu'aux moindres intérêts de ceux qui par cette grande mesure auroient perdu une partie de leurs droits. Il falloit se borner à conférer au Chef de la maison d'Autriche le Protectorat de l'Allemagne méridionale, et au Roi de Prusse le Protectorat de l'Allemagne septentrionale. Chaque état de l'Empire seroit resté dans la

jouissance de ses dignités, de ses re-
venus, et de ses privilèges. Mais
les deux Souverains Protecteurs auroient
disposé de toutes les forces de la
fédération toutes les fois qu'il seroit
devenu nécessaire de défendre l'Alle-
magne contre les étrangers, et l'or-
ganisation des moyens militaires
auroit été en tems de paix comme
en tems de guerre absolument soumise
à leur direction. Par-là les
scissions scandaleuses, qui tant-de-
fois ont armé secrètement ou
ouvertement une partie de l'Empire
Germanique contre l'autre, étoient
rendues à jamais impossibles; les
projets d'aggrandissement particulier
perdoient leur intérêt et leur objet;
et la rivalité funeste entre l'Autriche

et la Prusse étoit éteinte. Ce plan adopté pour base d'une alliance défensive entre ces deux puissances auroit formé contre les progrès des Français la barrière la plus noble et la plus puissante; la Prusse l'auroit embrassé avec empressement; et dès lors elle étoit gagnée pour le bien par le plus efficace de tous les motifs, par son intérêt direct et constant.

Nous ne pouvons pas entrer ici dans l'exposition de tous les avantages du premier ordre, dont le germe se trouve dans cette idée. D'ailleurs nous ne l'avançons ici que sous le rapport de l'usage qu'on auroit

pu en faire pour amener un changement décisif dans le système politique de la Prusse. Opposer aux promesses séduisantes, avec lesquelles les agens Français la caressoient continuellement, la perspective des mêmes avantages ou d'autres bien plus intéressans, obtenus par des voies honorables, auroit du être une des premieres maximes dans toutes les négociations avec cette puissance; et c'est celle qu'on a toujours négligée.

Note 2. (p. 144.)

Il est utile de rappeler ici combien les circonstances avoient déja tra-

vaillé pour le bien, en éloignant de Berlin les personnes les plus dangereuses, précisément à l'époque où on auroit dû faire les plus grands efforts pour y opérer un changement-de-système. Haugwitz étoit absent pendant tout l'été de 1805, et n'auroit pas reparu sur la scène, si après avoir gagné la confiance du Roi, les cours alliées avoient employé leur crédit, pour l'exclure. Lombard attaqué d'une maladie mortelle, étoit allé prendre les bains de Pise, et avoit laissé le champ libre pendant trois mois. La faveur de Lucchésini étoit devenue très douteuse. — Mais pour ceux qui ne veulent ni voir, ni agir,

les conjonctures les plus heureuses restent toujours sans effet.

Note 5. (p. 147.)

Le choix tomba sur le Général Meerveldt, qui ne partit de Vienne — cette date est bien rémarquable — que le 6 de Septembre 1805. L'envoi de ce Général auroit été une mesure très-louable, si elle avoit eu lieu quatre mois plutôt. Au reste si la cour de Vienne avoit voulu entamer à-tems des négociations avec le Roi de Prusse, les instrumens ne lui

auroient pas manqué. Le Comte de Metternich, Ministre à Berlin depuis 1804, réunissoit dans sa personne tout le zèle pour la cause commune, tous les talens, toutes les connoissances, et toutes les qualités particulières, qui constituent un excellent négociateur.

Note 6. (p. 149.)

Il fit même distinctement et itérativement entendre à Mr. de Merveldt, que si on lui avoit parlé six mois plutôt il n'auroit pas résisté à ses instances. Dans une des conversations mémo-

rables qu'il eut avec cet Envoyé, il alla jusqu'à lui demander "pour„quoi donc la cour de Vienne ne lui „avoit pas communiqué auparavant „les projets qu'elle traitoit avec „la Russie" et Merveldt eut le courage de lui répondre qu'on l'auroit fait, si on n'avoit pas craint les mauvaises suites qu'une pareille confidence auroit pu entrainer, vu les personnes suspectes que le Roi admettoit à ses conseils. Cette réponse hardie (très adroite pour le moment, mais peu faite pour justifier une conduite dont le Roi se plaignoit avec raison) ne parut pas même le fâcher.

Le Général Merveldt a certifié à l'auteur de ce mémoire

après son retour de cette mission, "qu'il ne lui restoit pas le moindre doute que l'objet n'eut été pleinement atteint, si on avoit fait à tems les démarches nécessaires." Il étoit même persuadé qu'il auroit réussi encore, si la fausse conduite de la Russie n'avoit pas directement paralysé tous ses efforts.

Note 7. (p. 150.)

Le Comte de Haugwitz est sans aucun doute un des hommes les plus faux et les plus perfides

de son tems ; mais sa conduite à Vienne pendant les sept jours qu'il y passa (du 30 Septembre jusqu'au 6 Octobre) n'en prouvoit pas moins à quel point son Souverain dévoit être revenu de ses principes et quel changement devoit avoir eu lieu dans le système de la cour de Berlin. L'Empereur et tous ces Ministres en furent si parfaitement contens, qu'ils s'abandonnoient, et non pas sans beaucoup de raison, aux plus brillantes espérances. Tous les anciens griefs, tous les anciens soupçons, toutes les anciennes jalousies disparurent à la fois.

Dans une conversation assez soutenue que l'auteur de ce mémoire eut avec le Comte Haugwitz

le jour de son départ de Vienne,
il tachoit de lui faire sentir,
combien il séroit intéressant pour
la cause commune que le Roi
de Prusse, fut-il même bien dé-
terminé à ne jamais prendre
une part active dans une coa-
lition contre la France, se joignit
cependant aux Cours Alliées pour
faire des propositions de paix à
Bonaparte, et que par une attitude
imposante fit craindre à celui-ci
qu'il l'attaqueroit en cas de
refus. Sur quoi le Comte
Haugwitz lui dit avec un mou-
vement très animé: " Et pour-
quoi donc raisonner toujours
dans cette supposition? Le Roi
de Prusse ne peut-il donc pas

faire la guerre à Bonaparte aussi bien que l'Autriche et la Russie?" —

Note 8. (p. 159.)

Le traité signé à Potsdam le 3. Novembre 1805, est resté secret, et tellement secret, que beaucoup de personnes ont douté de son existence jusqu'au moment, où la publication de la note adressée par Mr de Hardenberg à Lord Harrowby le 22. Décembre, et plus encore la réponse publique que le même Ministre a faite

aux injures du Moniteur relativement à cette note, en a confirmé la réalité. Comme il ne sera pas publié de si-tôt, il est nécessaire d'en faire connoitre ici la substance.

Ce traité étoit composé de deux parties, dont la première énonçoit les conditions, sur lesquelles on proposeroit à Bonaparte la conclusion de la paix continentale, et dont la seconde déterminoit les mesures, qu'on prendroit au cas qu'il se refusat à ces conditions.

Les conditions de la paix se rapportoient principalement aux trois points suivans:

1. Retablissement de l'Autriche

dans toutes les possessions, qu'elle avoit eues d'après le traité de Lüneville.

2. Indépendance parfaite de l'Empire d'Allemagne, de la Suisse et de la Hollande. — Cette indépendance devoit être obtenue et assurée par le départ de toutes les troupes Françoises, qui se trouvoient dans ces différens pays, — ensuite par la liberté absolue de ces pays de changer la forme de leurs Gouvernemens d'après leur propre voeux, et sans aucune intervention de la France — enfin par le droit indisputable de construire sur leur territoire des places fortes, et de prendre toute mesure quelconque nécessaire pour défendre

ce territoire.

3. Arrangement définitif des affaires de l'Italie. — Pour cet effet on proposoit d'abord de dédommager le Roi de Sardaigne de la perte du Piémont. Il y avoit dans le traité quatre combinaisons differentes, par lesquelles on tendoit à ce but. La plus avantageuse étoit celle, qui lui auroit donné le Royaume d'Italie, et la moins avantageuse celle, qui lui assignoit Parme, Plaisance et tout l'état de Gênes. — Dans le cas que la première de ces combinaisons ne fut point acceptée, le Royaume d'Italie devoit etre de Suite et à jamais séparé de la France. —

La frontière de l'Autriche en Italie devoit être dans tous les cas, avancée jusqu'au Mincio, et jusqu'au Po, et Mantoue rendu à cette puissance.

Si ces conditions n'etoient pas acceptées, les troupes Prussiennes devoient se mettre en marche contre les Français ; et quatre semaines à dater du jour où le Comte Haugwitz, choisi pour négociateur, seroit parti de Berlin les opérations devoient commencer d'après un plan, rédigé par le Duc de Brunsvic, et expressément joint au traité.

Le Roi de Prusse promettoit en tout 180,000 hommes et plus, si besoin en étoit. Les

troupes réunies déjà dans les environs de Erfurt et dans les Marggraviats, devoient se joindre à celles de l'Electeur de Saxe et produire une armée d'environ 70,000 hommes, qui se porteroit incessamment vers le Danube, où elle s'arrêteroit jusqu'au moment, où la guerre seroit positivement décidée. — Les troupes destinées en premier lieu à occuper le pays de Hannovre devoient se joindre à celles de l'Electeur de Hesse, et produire avec les renforts, qui leur arriveroient successivement de l'interieur, une armée de 100,000 homes qui se rendroit sur le Meyn, l'occuperoit jusqu'à son embouchure,

et se tiendroit prête à commencer ses opérations aussitôt que le signal seroit donné. — Ce qui après cela resteroit encore de troupes Prussiennes dans la Westphalie se réuniroit aux (18,000) Russes, aux (10,000) Suédois, et à tout ce qui arriveroit de troupes Angloises, pour former le corps d'armée destiné à l'invasion de la Hollande. —

L'Empereur de Russie se chargeoit de demander à la Cour de Londres les subsides pour le Roi de Prusse, tant pour les premiers préparatifs, que pour la continuation de la guerre.

Les trois puissances s'engagoient par un article exprès à se communiquer mutuellement

toutes les propositions, qui pourroient leur être faites du côté de la France.

Un article particulier et secret régloit le sort futur du pays d'Hanovre. Les Alliés s'engageoient à employer leurs bons offices, pour déterminer le Roi d'Angleterre à le céder (en tout ou en partie) au Roi de Prusse; en considération de quoi celui-ci résigneroit ses provinces de Westphalie dont une partie auroit été réunie à la Hollande et l'autre partie abandonnée à l'Angleterre. Le port d'Emden et l'Ostfrise devoient notamment être compris dans cette derniere partie.

La durée des négociations étoit fixée au maximum de quatre semaines ; et Mr. de Haugwitz donna sa parole d'honneur, à laquelle le Roi ajouta la sienne, qu'il partiroit pour le quartier-général de Bonaparte dans huit jours au plus tard. (Il est parti le 15 de Novembre)

La seule clause de ce traité, qui ne fut pas claire et pure, qui annonçoit d'un côté la mauvaise-foi du Comte Haugwitz, mais bien plus encore de l'autre, la confusion, la précipitation, et le décousu, qui regnoient dans ces négociations, fut celle qu'on introduisit dans le second article. Le Cte. Metternich

avoit proposé de charger Mr. de Haugwitz, en-cas que le danger de l'Autriche, et sur-tout celui de sa capitale dévint imminent, d'exiger de Bonaparte une réponse catégorique en deux fois 24 heures. Haugwitz combattit vivement cette proposition; et y substitua une autre, tendante à faire déclarer, "que, si les circonstances mettoient la Cour de Vienne dans la nécessité de faire la paix à des conditions moins favorables, que celles, qui se trouvoient dans le traité, le Roi de Prusse n'y mettroit point obstacle." Mr. de Metternich protesta de toutes ses

forces contre cette prétendue faveur, qu'il n'avoit point demandée, et dont il sentoit assez les conséquenses dangereuses. Le Prince Czatorisky refusa tout-net d'accéder à un article pareil. Il n'en fut pas moins arrêté; et les Ministres Russes se contentèrent d'y ajouter la réstriction, "que cela ne préjudicieroit en-rien aux stipulations qui subsistoient entre l'Autriche et la Russie." Il est clair que moyennant cette restriction la clause dévenoit absolument nulle; elle étoit même, avec le salvo de la Russie, d'une absurdité complète et palpable; mais ce fut toujours une arme

dangereuse de plus que l'on laissoit entre les mains de Msr. de Haugwitz.

A l'échange des ratifications de ce traité, qui eut lieu le 4. Novembre, le Roi de Prusse et l'Empereur de Russie s'embrassèrent en fondant en larmes. Le Roi dit au Comte Metternich, qui peu-après entra chez lui: "Eh bien! Vous serez enfin content de moi; Vous pouvez compter sur ma fidélité."

Haugwitz et Lombard étoient tellement pénétrés de la bonne volonté, et de la loyauté du Roi, que, malgré leurs intentions perfides, ils étoient obligés de feindre la plus entière satis-

faction de tout ce qui se passoit. Ils fesoient en secret ce qui étoit en leur pouvoir, pour entraver la négociation; Haugwitz ne cessa d'y porter tout ce qu'il pouvoit imaginer de difficultés, d'objections et de pieges. Les corrections qu'il présentoit ordinairement le lendemain au protocole de la veille, étoient pour la plupart du tems écrites de la main de Lombard. ~~Mais~~ Leur conduite ostensible étoit toujours en opposition avec leurs pensées secretes. Le jour que le traité devoit être signé, Lombard, qui n'avoit pas assisté aux négociations parut pour en faire la lecture. Il versa des larmes en le lisant;

Haugwitz en fit de même à plusieurs reprises. — Il est néanmoins plus que vraisemblable, que par les relations que l'un et l'autre ne cessoient de conserver avec Laforêt et Duroc, le gouvernement Français fut constamment et très-exactement instruit de chaque pas qu'on fesoit à Potsdam ; ce qui prouve entr'autres, quelle espèce de foi on doit ajouter à la conduite subséquente de cet atroce gouvernement, qui prit le parti de dissimuler tout-à-fait le traité du 3. Novembre, et ~~jusqu'à~~ qui dans cet article infâme (du Moniteur du 21 Mars) où Mr de Hardenberg fut comblé des plus horribles injures, voulut

se donner l'air d'en ignorer absolument l'existence.

Lorsqu'on se transporte à l'époque où ce traité fut négocié et conclu, il faut avouer que depuis le commencement des malheurs communs de l'Europe, il n'y a guères eu un moment plus rempli de chances heureuses, plus riche en grandes espérances, plus solemnel et plus décisif. L'union, si long-tems désirée, entre les puissances opposées à la France s'étoit effectuée d'une manière presque miraculeuse; leurs forces étoient, ou en plein mouvement, ou prêtes à se rassembler de toutes parts; et ce qui constituoit le plus grand et le plus rare des

avantages, les Cabinets étoient tous en présence, réunis dans un même local, dispensés des lenteurs et des difficultés d'une correspondance lointaine et compliquée. L'Empereur de Russie, lié d'avance à l'Autriche et à l'Angleterre par les stipulations les plus formelles, se trouvoit avec ses principaux Ministres auprès du Roi de Prusse et des siens; l'Empereur d'Allemagne, passant sur toutes les formes communes et sur tous les anciens scrupules, avoit conféré au Cte. Metternich des pouvoirs absolument illimités; ceux, que Lord Harrowby apporta de Londres étoient à-peu-près de la même étendue. C'étoit donc une assemblée de

Souverains, qui prononçoit en dernière instance sur les plus grandes questions politiques ; les négociations furent suivies des traités, les traités des ratifications, les ratifications des ordres pour l'exécution, sans aucun intervalle ni délai ; et dans cette conjoncture unique, on pouvoit arrêter et réaliser dans trois jours, ce qui dans les circonstances ordinaires auroit exigé des années de discussion.

Si un concert pareil avoit pu exister six mois plutôt, et avant que l'Autriche eut reçu le terrible échec du mois d'Octobre le bien qui en seroit resulté pour l'univers, auroit été incalculable. Mais en dépit même de ce premier

malheur, les conférences à-jamais mémorables de Potsdam pouvoient dévenir une source féconde de mesures efficaces et bienfaisantes. — L'avantage de l'union générale l'emportoit, et même de beaucoup, sur les pertes momentanées qui avoient été faites. Mais il falloit bien calculer ses démarches, les adapter à la position du moment, et au caractère connu de l'ennemi, et une-fois en-train les suivre avec la persévérance la plus énergique. En examinant les conditions de paix arrêtées dans le traité du 3 Novembre, on se convaincra aisément, qu'elles n'etoient pas ce que dans les circonstances, où on se trouvoit, on pouvoit

proposer à Bonaparte avec l'espoir raisonnable du succès. Le même homme qui s'étoit déterminé avec peine à recevoir Mr de Novosilzoff qui lui auroit présenté ces mêmes conditions, dans un moment où la guerre n'avoit pas commencé, comment les auroit-il reçu d'emblée après les plus éclatantes victoires, après avoir conquis la moitié de la Monarchie Autrichienne? Les Alliés auroient du se borner à demander d'abord un armistice à des conditions justes et honorables et puis un congrès général pour discuter tous les grands intérêts de l'Europe. Une proposition pareille, confiée à un Ministre honnête, habile et courageux, auroit

pu produire son effet; car Bonaparte avoit bien reconnu, qu'il n'étoit pas de son intérêt, de se mettre en guerre avec toutes les puissances réunies. Si toutefois cette proposition n'avoit pas été acceptée sur-le-champ il falloit, sans perdre un jour, réaliser les mesures vigoureuses, et en annonçant solemnellement à l'Europe, qu'un congrès, et une paix juste et durable, étoit le seul et unique objet de cette guerre vraiment-fédérative, ne réculer devant aucun sacrifice, et s'engager aux derniers efforts, pour lui imprimer un grand caractère, et parvenir au terme de tous les voeux.

Note 9. (p. 167.)

(p. 167.)

Nous savons bien, que le raisonnement que nous faisons ici, peut servir également pour censurer la conduite de la Prusse, et nous en convenons sans difficulté. Mais les événemens antérieurs et la situation générale des affaires, ayant clairement assigné à l'Autriche le devoir de la première proposition, son opiniatreté inflexible à s'y refuser étoit beaucoup plus répréhensible que celle de la Prusse. D'ailleurs notre objet

dans ce travail n'est point de relever les fautes des cabinets, pour nous livrer au plaisir de la critique, mais d'expliquer comment de ces fautes sont nés les malheurs de l'Europe. Et comme l'Autriche avoit conçu avant la Prusse le projet de résister à la France, et qu'elle s'étoit engagée dans un concert, formé pour réaliser ce projet, il est évident que c'étoit elle aussi qui devoit se porter à toutes les démarches propres à renforcer sa cause, et sacrifier toute considération subalterne plutôt que d'en compromettre le succès.

Note 10. (p. 171.)

Le Roi de Prusse avoit fait un voyage à Bareuth vers la fin du mois de Mai 1805. L'Empereur d'Allemagne se trouva à Prague au commencement de Juin. Rien n'auroit été plus facile que d'arranger une entrevue entre les deux Monarques; le Roi de Prusse en avoit même témoigné le désir, et comme une pareille démarche ~~auroit~~ eut nécessairement amené les resultats les plus heureux, on auroit cru que l'Empereur s'y porteroit avec

empressement. Mais Mr de Coltenbach l'avoit accompagné, et on l'engagea à y renoncer! — Malgré cette marque de mauvaise volonté, le Roi se rendit à Egra quelques jours après le retour de l'Empereur à Vienne. Il y logea chez un ancien Général Autrichien, le Comte de Zedtwitz; Lui, la Reine, toute la cour combloient de bonté tout ce qu'ils rencontroient dans ce petit voyage; et après avoir vu manoeuvrer un régiment d'infanterie qui se trouvoit à Egra, le Roi adressa à Mr de Zedwitz ces propres paroles: „Je vous prie de dire à votre Empereur, que tant que je vivrai, ces troupes-là ne se

trouveront pas vis-à-vis des miennes." Zedwitz chargé de cette protestation remarquable et d'une infinité d'autres choses amicales que le Roi lui avoit dites pour l'Empereur et sa famille, ayant vu en outre à quel point les Ministres et les Généraux Prussiens qui accompagnoient le Roi (sans en excepter même Lucchésini, quelque fut le motif secret qui l'y déterminat) désiroient un rapprochement entre les deux puissances, se rendit à Vienne en grande diligence; il crut qu'on le recevroit avec des transports de plaisir. L'Empereur lui fit une reception glaciale; il ne lui permit pas même d'en-

trer dans le détail des conversations qu'il avoit eues à Egra; il le renvoya froidement à Mr de Cobenzl. Celui-ci l'écouta avec un morne silence; il ne lui répondit pas un mot, il ne voulut jamais le revoir. Enfin après avoir fatigué pendant quinze jours (en bon patriote, en homme de sens et d'honneur) toutes les avenues du cabinet, il eut une explication avec Collenbach, lequel, en toute réponse à ses récits et à ses commissions, lui observa, "combien il étoit étonné de ce que Mr. de Zedwitz eut pu se mêler d'une affaire pareille".

Le Roi de Prusse fut par-

faitement instruit du mauvais
succès de ce voyage : Mr de Zedwitz
avoit cru de son devoir d'en in-
former le Comte Keller avec lequel
il étoit anciennement lié. On
auroit eu raison de craindre qu'après
une défaite aussi caractérisée
le Roi ne changeat de dispositions.
Point du tout : dans plusieurs occa-
sions postérieures il poussa le désir
de témoigner son amitié à l'Empe-
reur jusqu'à lui prodiguer toutes
sortes de petites coquetteries qui
n'étoient pas habituellement
dans son caractère. Toutes les ga-
zettes ont imprimé cette lettre
qu'il écrivit à un gentilhomme
Hongrois, qui avoit publié avec
beaucoup de magnificence typogra-

phique un mauvais poëme sur la Maison d'Autriche intitulé, Habsbourg. Il exprima dans cette lettre, "que personne ne s'intéressoit „plus vivement que lui à la gloire „et à la prospérité de cette illustre maison." — Tout cela ne produisit rien. " Nous avons la „Russie, à quoi bon faire des „frais pour la Prusse"; voilà à quoi se réduisoit alors la politique des Ministres Autrichiens.

Note 11. (p. 172.)

Le Général Wintzingerode; un des hommes les moins faits, pour

s'acquitter avec succès d'une commission pareille. Il ne manquoit pas absolument d'intelligence; il étoit assez bien instruit de l'état général des affaires, et des moyens qu'il falloit employer pour leur donner une tournure heureuse. Mais il manquoit de toutes les qualités nécessaires pour se rendre agréable à ceux dont il devoit gagner les affections. Il étoit roide, pédant, tranchant, incapable de traiter avec des hommes, qui n'abondoient pas d'avance dans son sens. Sa conduite à Berlin étoit telle qu'il se rendit odieux et ridicule en même-tems. De là son extrême exaspération contre la Prusse, le rôle qu'il a joué à Vienne, et les funestes

projets qu'il y fomenta. Il paroit avoir perdu son crédit par la manière plus ou moins équivoque dont il s'est conduit pendant la malheureuse campagne; du-moins il a montré alors, que ceux qui à l'époque des négociations s'étoient formés une idée désavantageuse de son caractère ne l'avoient pas jugé à-faux.

C'était toutefois un très-brave, et très-honnête homme; ayant été plus tard particulièrement lié avec lui, je suis fâché d'avoir dû le peindre ici sous des couleurs aussi défavorables. Mais c'est la vérité qui a guidé ma plume. Il n'était pas à la hauteur de son rôle, et a fait beaucoup de mal avec les meilleures intentions du monde

Note 12. (p. 173.)

Mr. de Novosilzoff passa plusieurs semaines à Berlin lorsqu'il crût se rendre en France pour entamer sa triste négociation. La cour

de Prusse avoit demandé les passe-ports pour lui; et c'est à cette cour qu'il les renvoya après la nouvelle de la réunion de Gênes. On le traita avec la plus grande amitié; la note par laquelle Mr. de Hardenberg annonça au Ministre de France, Laforet, que Mr Novosilzoff renonçoit à son voyage étoit conçue dans des termes dont le sens ne pouvoit échapper à personne. Malgré tout cela Mr. de Novosilzoff ne fut chargé d'aucune négociation particulière avec le cabinet de Berlin, et nous verrons incessamment, pourquoi il ne pouvoit pas l'être.

Note 13. (p. 175.)

Il est très facheux de falloir avouer que le premier auteur de ce projet étoit proprement Mr. de Marcoff, par lequel il avoit été formé dès le mois de Décembre 1803. On se seroit attendu à quelque chose de mieux d'un homme si parfaitement versé dans les affaires. Mais ce fut la passion bien plus que le calcul qui lui dicta ce projet. Mr. de Marcoff étoit alors à un tel point d'exaspération contre la France qu'il auroit proposé d'escalader le ciel pour la foudroyer avec plus d'effet.

Note 14. (p. 178.)

Outre le Général Wintzingerode ce comité étoit composé de Mr. de Mack, Mr. de Collenbach et du Prince Charles Schwarzenberg. On est faché d'y trouver le nom de ce dernier; il n'est pas possible qu'il ait jamais été d'accord avec les autres. Mais une certaine timidité d'esprit qu'il joint à des qualités très-estimables, et l'ascendant extrême que Mack avoit acquis à cette époque, lui auront fermé la bouche sur leurs projets.[+]

Il les avoit complètement désapprouvés; mais son avis ne comptoit pour rien dans cette réunion

Note 15. (p. 181.)

Avant de quitter Vienne, il réprésenta plus d'une fois à Mr. de Collenbach, combien il seroit malheureux pour lui, d'arriver à Berlin en même tems avec la nouvelle de la marche des Russes. Il fit sentir à cet homme égaré, tout ce qu'il trouvoit de fatal dans ce projet. Ces réprésentations ne produisirent pas le moindre effet: Collenbach persista à croire que le projet étoit très-sage et très-bien entendu. Ce qui est plus extraordinaire, c'est que même après le retour de

Mr. de Merveldt, et lorsqu'on se fut déja rétracté sur la mesure Collenbach ne cessoit de soutenir "qu'elle n'avoit pas été si mal-imaginée".

Note 16. (p. 182.)

Mr. de Merveldt est un ~~des~~ ~~meilleurs~~ négociateurs habile; ~~qui existent~~; + ce qu'il ~~n'avoit pas~~ n'a pu effectuer à Berlin, aucun autre ne l'auroit fait à sa place. Mais il lui resta la satisfaction de croire qu'il ~~auroit~~ eut infailliblement triomphé si on n'avoit pas contrarié ses

+ il en a fait preuve dans cette mission;

efforts par tout ce que l'aveuglement et la folie avoient pu produire de plus saillant. Les embarras dans lesquels il se trouvoit souvent dans ses conférences confidentielles avec le Roi se conçoivent aisément. Le Roi lui montra plus d'une fois les dépêches qu'il reçut de Mr d'Alopéus, et les opposa (comme de raison) au langage que Mr. de Merveldt lui avoit tenu. Celui-ci n'eut à la fin d'autre ressource, que de disculper sa cour de toute part au projet de forcer la Prusse, et d'en charger exclusivement la Russie, expédient dont la triste nécessité trahissoit d'une

manière effrayante le caractère de la coalition.

Il est encore assez remarquable, qu'aussitôt que ce funeste projet eut été finalement abandonné, Mr d'Alopéus fit tous les efforts pour le désavouer, et pour faire croire qu'il n'avoit jamais existé. Les preuves n'en étoient cependant que trop évidentes, et plus tard les articles supplémentaires de la convention entre l'Angleterre et la Russie, l'ont tellement mis au grand jour, qu'il seroit insensé de vouloir en douter aujourd'hui.

Note 17. (p. 184.)

L'empressement à gagner la Prusse que la cour de Vienne a montré pendant quelques mois, et les démarches, qu'elle a faites à cette époque, pourroient induire des personnes moins instruites à croire, que ce qui est dit dans ce mémoire sur sa longue et coupable indifférence, relativement à ce point important, fut faux ou exagéré. Mais cette contradiction apparente disparoit entièrement, lorsqu'on se rappelle, que toutes ces démarches n'ont eu lieu que depuis les premiers malheurs.

C'est alors (comme il arrive tou-
jours, quand les affaires sont con-
fiées à des hommes sans tête et
sans caractère) c'est alors que
l'Autriche ne trouvoit plus
aucune tentative trop humiliante,
aucun sacrifice trop grand et
trop pénible, pour intéresser la
Prusse à sa cause. Elle poussoit
même dans cet embarras cruel,
la bassesse et l'oubli de sa propre
dignité aussi loin que peu au-
paravant elle avoit poussé l'or-
gueil et l'obstination. L'Archi-
duc Antoine fut envoyé à Ber-
lin dans les derniers jours du
mois d'Octobre, bien moins en
Prince ou en négociateur, que
dans l'humble attitude d'un

suppliant. C'est à cette même époque, que Mr de Metternich reçut les pouvoirs illimités dont nous avons parlé dans la Note 8; mesure très-bonne en elle-même, mais tellement tardive et subite, qu'elle trahissoit la détresse de la cour de Vienne bien plus qu'un système raisonnable. Mais pour savoir à quel point les Ministres Autrichiens, si fiers et si inflexibles pour la Prusse, avant les grandes catastrophes de la campagne, étoient devenus souples et plians, il faut avoir été temoin de tout ce qu'ils ont fait, pour s'assurer les bonnes graces du Cte Finkenstein,

Chargé d'affaires de Prusse à Vienne, que jusques-là ils avoient traité toujours (en-partie pour plaire au Cte Rasoumoffsky) avec une indifférence qui frisoit le mépris. Tout-à-coup ils le comblèrent de caresses, l'admirent à tous leurs secrets, et l'engagèrent sans cesse à envoyer à sa cour les rapports les plus touchans et les plus lamentables sur l'état désastreux de la Monarchie Autrichienne, et sur les terribles dangers qui la menaçoient. Le Comte Finkenstein en écrivant ces rapports, a agi en homme loyal, éclairé, et irréprochable, et si les évènemens avoient secondé ses démarches, il eut

mérité une place distinguée parmi ceux qui auroient contribué au succès +; mais il n'en est pas moins incontestable, que le contraste entre ces jérémiades, et le langage qu'il avoit été obligé de tenir d'après la conduite précédente du Cabinet de Vienne devoit frapper tout le monde, et dévoiler à la Cour de Berlin la foiblesse, et l'ineptie extrême des Ministres Autrichiens.

+ quoiqu'il fut un bien mince sujet (1822)

Note 18. (p. 187.)

On a sévèrement reproché au Roi de Prusse la lenteur qu'il

a mise dans ses préparatifs, et surtout l'obstination avec laquelle il a refusé d'entrer en campagne avant de les avoir complétés tout-à-fait: on a même interprêté cette conduite, comme une preuve de sa mauvaise foi. Mille circonstances connues attestent la fausseté de cette dernière imputation. Quant à la chose en elle-même, il est difficile de nier, que le Roi auroit pu agir avec plus de célérité, et qu'il n'étoit pas nécessaire qu'il attendit la réunion de toutes ses forces, pour faire quelque diversion puissante avec les corps d'armée qui se trouvoit déja en Franconie &c. Mais

deux considérations nous engagent à le juger avec moins de rigueur. Il faut convenir d'abord, que, voyant devant ses yeux les résultats récents et affreux de l'inconsidération, et de l'incohérence dans les mesures, le Roi de Prusse étoit pour le moins excusable de ne pas vouloir s'exposer au même malheur, de demander le tems nécessaire, pour rassembler, et pour approvisionner ses armées, et de redouter les conséquences incalculables d'un mouvement précipité. Mais il faut aussi ne pas oublier, qu'un Prince irrésolu et timide, ne pouvoit pas devenir tout-d'un-coup un homme

énergique et entreprenant. Prétendre que le Roi de Prusse avec le caractère que tout le monde lui connoissoit, non-content d'avoir changé de principes et adopté un nouveau systême s'élançat encore dans l'entreprise la plus importante de sa vie avec l'audace, et la rapidité d'un Bonaparte c'étoit éxiger un miracle de plus, apres celui qui déja s'etoit opéré en notre faveur. Les reproches dont on la accablé de toutes parts pour ne pas avoir voulu agir avant le 15 du mois de Décembre sont d'une mauvaise grace et d'une injustice toute particulière dans la bouche de ceux qui jusqu'au

mois d'Octobre n'avoient fait aucune démarche pour s'assurer de sa coopération, qui avoient attendu le 3 de Novembre, pour signer un traité avec lui, et qui par l'excès de leurs fausses mesures avoient fait ce qui étoit en leur pouvoir pour l'aliéner à jamais de leur cause.

Note 19. (p. 192.)

Ce fut surtout une des inconséquences les plus funestes d'avoir permis, que la négocia-

tion avec les Français fut confiée à Mr de Haugwitz, de n'avoir pas solemnellement protesté contre un choix d'aussi mauvais augure, de n'avoir pas demandé avec instance et comme gage de la sincérité des intentions, un négociateur moins équivoque, d'avoir quitté le champ-de-bataille sans désarmer le plus dangereux des ennemis.

On assure, que Mr. d'Alopéus, et plusieurs autres persoñes parfaitement instruites et compétentes, ont fait l'impossible pour engager l'Empereur de Russie à empêcher que la négociation fut confiée à Mr de Haugwitz, mais que par une fausse déli-

catesse, et par une complaisance extrêmement déplacée, l'Empereur n'a jamais voulu les écouter. Il faut dire cependant à sa justification, qu'il a pu être entrainé dans cette faute par l'insouciance ou par la foiblesse dont Mr de Hardenberg s'est rendu coupable relativement à cet objet capital. Il est triste de se trouver dans le cas d'inculper ce Ministre, dont les intentions ont été si louables et la conduite générale si pure et si belle; mais on ne peut absolument pas dissimuler, que s'il avoit été un peu plus clairvoyant, et surtout plus fort et plus prononcé dans ses démarches, il auroit évité de grands malheurs

à sa patrie et au reste de l'Europe. Le fait est, que malgré la connoissance parfaite, qu'il devoit avoir du caractère de Haugwitz, après une liaison intime de plusieurs années, il en fut complètement la dupe, et le crut de bonne-foi, tandis-que celui-ci, en hypocrite exercé et consommé, ne se prêta à un changement de conduite, que par ce qu'il le regardoit pour le moment, comme le seul moyen de soutenir son crédit se promettant en secret de reprendre ses anciennes allures aussitôt qu'il en trouveroit l'occasion. Au lieu d'insister ouvertement sur l'exclusion de Haugwitz, et d'encourager par là

l'Empereur de Russie à appuyer de toute son influence une mesure aussi clairement dictée par l'intérêt de la coalition, il contribua lui même à conserver ce Ministre perfide. Il lui adressa pendant sa premiere mission à Vienne, au moment où l'invasion du pays d'Anspach fit éclater la grande révolution dans le systême de la Cour de Berlin, une lettre, dans laquelle il le pressoit, le conjuroit de hâter son retour, ajoutant, "que sans lui il lui etoit impossible de se tirer d'affaire." Cette lettre arriva à Vienne le lendemain du départ du Cte. Haugwitz; et dans l'état d'intimité qui regnoit alors entre les deux cours,

Cobentzl engagea le Cte. Finkenstein à l'ouvrir; c'est par cette circonstance singulière que l'auteur de ce mémoire a lu cette lettre mémorable. Qu'elle fut sincère (et il y a gros à parier qu'elle l'étoit) ou qu'elle fut une vaine démonstration, elle prouve dans tous les cas la foiblesse de Mr de Hardenberg. Elle rendit en outre à Haugwitz le service très-essentiel pour lui, et très-funeste pour la cause, de soutenir la bonne opinion, qu'il avoit commencé à inspirer par son langage et par sa conduite à Vienne, où il n'avoit pas rougi de dire, que son retour à Berlin étoit de la plus urgente nécessité pour l'affer-

missement du nouveau système faisant entendre, que Hardenberg tout bon qu'on le crut, y travailleroit avec moins d'ardeur et même avec moins de sincérité que lui!

Note 20. (p. 193.)

Ce n'est pas une chose aisée que de se former une idée juste de la force de l'armée Russe, avant, lors, et à la suite de la bataille d'Austerlitz. Les données, plus ou moins officielles ou autentiques, que nous avons reçues sur cet objet, sont tellement contra-

dictoires, qu'on est quelquefois fort embarassé de savoir comment les combiner, ou laquelle admettre ou rejetter.

Dans le quatrième article séparé de la convention de Petersbourg du 11 Avril, il est stipulé de la manière la plus précise que le nombre des troupes que la Russie alloit mettre en campagne, ne seroit pas au-dessous de 115,000 hommes, indépendamment des levées, qu'elle feroit en Albanie, en Grèce &c &c. Ce même nombre paroit avoir été admis dans les fameuses conférences de Vienne. Mais déjà dans le cinquième article séparé de la même convention il est dit "que l'Empereur de Russie s'engage à faire avancer

une armée de pas moins de soixante-mille hommes sur les frontières d'Autriche, et une autre de pas moins de quatre-vingt-mille homes sur les frontières Prussiennes, — — — — mais qu'il est entendu qu'indépendamment des Cent-Quinze-Mille hommes, que Sa Majesté de toutes les Russies fera agir contre les Français, d'après l'article quatrième separé, Elle tiendra sur ses frontieres des Corps de Réserve et d'Observation". — Cet article (dont la teneur est la même dans la traduction Angloise) est absolument inintelligible. Car 60,000 et 80,000 hommes en auroient fait 140,000, et non pas 115,000; à moins donc qu'on eut voulu dire

que 25,000 hommes devoient former "ces corps de réserve et d'observation" dont il est parlé ici, on ne conçoit rien à cet étrange calcul; et même dans cette supposition, on ne sait pas trop ce que l'on doit entendre par les 80,000 hommes qui s'avanceroient sur les frontières Prussiennes.

Mais passons sur cette première contradiction, et tenons nous en aux 115,000 hommes. Si le projet de la Russie étoit d'en envoyer 60,000, sur la frontière de l'Autriche, il en seroit resté encore 55,000 hommes pour la frontière de la Prusse. Mais la seule armée qui ait jamais pris cette dernière route, étoit celle du

Général Bennigsen, que personne n'a jamais evaluée plus forte que 30,000 hommes. Pour exécuter le traité il auroit donc fallu y avoir 85,000 hommes de l'autre côté. Nous verrons bientôt, combien il s'en fallut qu'ils y fussent. Mais supposons ici un moment, que le nombre eut été complet. Quoi? C'étoit donc avec un corps de 30,000 hommes, ou (pour accorder tout ce qu'il est possible d'accorder et pour raisonner dans l'hypothese, que pas plus que 60,000 des 115,000 auroient été expédiés pour l'Autriche) avec un corps de 55,000 hommes, qu'on s'imaginoit de forcer la Prusse? L'esprit se perd à l'idée d'un égarement pareil.

Voici maintenant d'autres difficultés. Les Russes ont déclaré et répété dans tous leurs rapports qu'ils n'avoient eu que 52,000 hommes à la bataille d'Austerlitz. Mais il se trouva à cette journée la totalité de leurs forces, à l'exception de 8,000 hommes commandés par le Général Essen, et de l'armée susdite de Bennigsen, qui traversoit alors la Pologne Prussienne et la Silésie. Admettons, qu'ils en aient perdu 10,000 dans les actions qui avoient eu lieu avant la bataille d'Austerlitz; le calcul est assez libéral. Ils n'en ont donc mis en campagne que 100,000 en tout, 70,000 du côté

de l'Autriche, et 30,000 du côté de la Prusse. Cependant, en comptant les 18,000, qu'ils ont envoyés dans le Nord de l'Allemagne, (et dont il n'avoit été question dans aucun article du traité) le nombre de 115,000 hommes se trouveroit effectivement accompli. — Un problême plus difficile à résoudre est celui que nous allons présenter.

Si les Russes avoient eu 52,000 hommes à Austerlitz, et s'ils en avoient perdu 10,000 dans les affaires antérieures à cette bataille, ils auroient eu envoyé en tout, avec les 8,000 du Général Essen, 70,000 hommes au secours de l'Autriche. Mais nous avons

vu dans les feuilles publiques deux tableaux, si-non officiels, du-moins évidemment-authentiques, et sur-tout très-détaillés du nombre de leurs troupes, qui sont rétournées en Russie par les deux chemins de la Gallicie. D'après ces tableaux où chaque régiment est particulièrément nommé, et sa force réelle specifiée, il auroit repassé par la Gallicie Orientale 47,736 hommes et par la Gallicie Occidentale 12,005; en-tout 59,741. Mais en ajoutant à ce nombre les 10,000, qu'ils avoient perdus avant la bataille d'Austerlitz, et les 12,000, que d'après leurs propres rapports, cette bataille

leur a coutés, il en résulte le nombre de 82,000, supérieur de 12,000 aux 70,000 que d'après l'autre calcul, fondé de même sur leurs propres données, ils auroient mis en campagne avec l'Autriche

Enfin, tout bien considéré, les rapports dans lesquels ils nous ont appris, qu'ils n'avoient que 52,000 hommes au malheureux combat du 2 de Decembre doivent être regardés comme les plus exacts. Mais alors, comment expliquer leur conduite? Comment expliquer la résolution de livrer cette funeste bataille? Comment sur-tout expliquer l'aveuglement, qui les engagea à se

priver du Corps de 8,000 hommes du Général Essen, qui se trouvoit à une journée de marche de leur armée principale, et dont les Chefs demandoient avec instance d'être admis à l'honneur du combat? Dans le grand rapport du Général Kutusoff (la seule de toutes les pièces publiées du côté de la Russie, qui ressemble à un récit intelligible) il est dit, que l'armée Françoise déja forte de 80,000 hommes, après avoir reçu la veille de la bataille un renfort de trois divisions, se trouva plus forte du double que la leur. Elle étoit donc de 100,000 hommes; et avec les 18,000 qui composoient les forces Autrichiennes, tout ce qu'on

avoit à opposer à cette armée sous tous les rapports la première de l'Europe, commandée par les meilleurs Généraux, exaltée par une longue suite de victoires, se montoit tout-au-plus à 70,000 hommes, dont 18,000 (d'après la déclaration du Prince Jean Lichtenstein lui-même) étoient dans un si mauvais état, qu'ils ne pouvoient pas être comptés pour 8,000, et avec lesquels il ne se trouvoit pas, à l'exception de ce même Prince Lichtenstein, un seul Général connu par un grand succès militaire quelconque. — N'étoit-ce pas là courir après la défaite? Et quand nous avons soutenu à plusieurs endroits de ce

mémoire, que rien n'étoit plus complètement insensé, que de confier à la Russie la direction suprême de cette grande et périlleuse entreprise, en avons nous dit plus que la vérité?

Note 21. (p. 200.)

Le projet d'attaquer les Français devoit sans doute sa première origine aux sentimens nobles de l'Empereur de Russie, à son désir de venger l'honneur d'une armée cruellement compromise, et à l'état d'agitation et de

souffrance, où l'avoient mis l'excès de malheur qu'il rencontroit partout où il alloit, et la conduite criminellement-inepte du Gouvernement Autrichien. L'idée de ne rien entreprendre contre un ennemi qui l'avoit personnellement provoqué, insulté, et calomnié, et l'idée qu'une retraite quelconque, le confondroit dans l'opinion publique avec son confrère malheureux, qui expioit son imprévoyance et l'incapacité de ses misérables Agens, Lui étoit absolument insupportable; on l'entendit dire plusieurs fois lorsqu'il fut question de cette retraite: "Il n'est pas possible que deux Empereurs prennent la fuite." Mais le projet auroit

pu être combattu, si parmi ceux qui entouroient ce Prince, il s'étoit trouvé quelqu'un d'assez fort, pour Lui servir d'autorité et de guide. Au-lieu de cela, les gens sensés qui étoient avec Lui, n'ayant ni cette pénétration supérieure, ni cet ensemble de vues politiques, qui emportent les décisions d'un conseil, ni cette réputation établie d'énergie, de courage, et d'intrépidité qui autorisent un homme à plaider pour les mesures dilatoires, et pour les partis modérés, deux ou trois têtes ardentes s'emparèrent de la délibération, et l'amenèrent à un resultat conforme aux voeux du Monarque.

Encore si quelque Général

Autrichien jouissant de la confiance générale, s'étoit présenté dans ce triste moment, pour appuyer les justes remontrances que plusieurs Généraux Russes avoient effectivement adressées à l'Empereur, il auroit pu détourner l'orage. Mais de tous ceux qui étoient présens, le seul qui se trouvat dans cette categorie, fut le Prince Jean de Lichtenstein, peu disposé à donner des conseils (V. Note 8. de la partie II) et peut-être même (quelque grave que soit le soupçon) secrétement bien-aise de voir les Russes courir à leur perte. Le Général Weyrotter, homme probe, et très-bon militaire, mais toujours malheureux

dans ses plans (il avoit fait entr'autres celui de la bataille de Hohenlinden!) et pas assez ferme pour les soutenir contre une opposition aussi redoutable que celle de la volonté personelle d'un grand et puissant Souverain, venoit d'être nommé Quartier-Maitre-Général pour assister l'Empereur de Russie et Son Etat-Major, dans les opérations et projets de la Campagne. Il avoit commencé par protester vigoureusement contre l'idée d'attaquer les Français; il finit par se rendre. Il traça lui-même le plan de la bataille, et s'exposa à toutes les accusations, y compris celle de la trahison, que les Officiers

Russes lui prodiguoient après la défaite.

Le Gouvernement Français a publié dernièrement, "que „le Cte Haugwitz avoit (en arrivant „commencé par la proposition „d'un armistice général, que Bo„naparte y avoit consenti, mais „que voyant cette proposition „absolument rejettée par l'Empe„reur de Russie, et le plan d'une „négociation commune détruit par „ce même refus, Mr de Haug„witz s'etoit cru obligé d'entrer „dans des négociations particulières." Nous savons bien, ce qu'on doit penser de cet article; nous connoissons les armistices de Bonaparte, et les négociations de Mr. de

Haugwitz ; mais il n'en est pas
moins vrai, que l'Empereur de
Russie a fourni aux Français
par son entêtement déplacé, le +
seul prétexte spécieux par le-
quel ils puissent couvrir au-
jourd'hui la honteuse conduite
de la Prusse. Fas est et ab hoste
doceri ! S'il est vrai, que Haug-
witz a débuté par la demande
d'un armistice général, que cette
demande ait été chose convenue
ou non, dans les conférences de
Potsdam, l'intérêt et la situa-
tion du moment exigeoient
qu'elle fut appuyée par la Russie.
Il y avoit tant de motifs impor-
tans d'éviter, ne fut-ce que
pour quelques semaines, un enga-

gement décisif qu'au lieu de ces vains pourparlers avec Savary, et de l'indécente discussion politique, que le Prince P. Dolgorouky entama dans son entrevue avec Bonaparte, on auroit du soigneusement entretenir l'idée d'un armistice temporaire. Mais il est vrai qu'on y seroit parvenu avec plus d'avantage et de dignité, si on ne s'étoit pas avancé jusqu'à Brünn.

Note 22. (p. 204.)

Il est certain, que l'Empereur de Russie étoit pleinement instruit

du projet de l'Empereur d'Allemagne, de se rendre à une entrevue avec Bonaparte, et que, loin d'en détourner celui-ci, il en admit la nécessité. Après l'entrevue on lui envoya le général Savary, accompagné par le général autrichien Stutterheim, pour l'engager à consentir à l'armistice. Ils le trouvèrent à Göding, le 5 de Decembre à 1 heures du matin. Ce que les Français ont publié sur cette fameuse audience, est pour la plupart un tissu des plus infâmes mensonges; mais ce qui s'y est effectivement passé, ne laisse pas que d'être assez affligeant. Savary représenta

à l'Empereur que deux colonnes Françaises marchoient sur son armée en désordre, et qu'en refusant d'accéder à l'armistice, il s'exposoit à tous les dangers. L'Empereur répondit distinctement, que, vu la situation de l'Empereur d'Allemagne, il ne s'y opposoit pas, et que Ses troupes avoient l'ordre de faire leur retraite. Il ajouta même quelques phrases polies pour engager Savary à hâter son retour, et à arrêter la marche des Français. En sortant, Savary lui dit, "que son maitre ne cessoit de se flatter, que Sa Majesté voudroit être l'ami de l'Empereur des Français, comme Elle

avoit été l'ami du Premier-Consul." L'Empereur repondit par une révérence. Tout le reste est entièrement controuvé.

Le Général Stutterheim a certifié à l'auteur de ce mémoire, que les Colonnes Françaises étoient réellement en marche contre les Russes, et déja à si peu de distance, qu'elles auroient pu les atteindre avant huit heures du matin. Son opinion étoit donc, que l'Empereur de Russie n'avoit plus de choix, et qu'il n'auroit pas été en son pouvoir de protester contre ce funeste armistice. Mais malgré le poids qu'on puisse accorder au jugement d'un témoin oculaire,

et d'un homme, alors parfaitement instruit, il est très-permis de douter de cette prétendue nécessité d'accéder à un arrangement honteux. La marche des colonnes Françaises n'étoit probablement qu'une démonstration menaçante; il est impossible que deux jours après une bataille, comme celle d'Austerlitz, les Français eussent sérieusement pensé à un nouveau combat décisif. L'Empereur de Russie étoit, sans doute, obligé de faire sa retraite. Mais, s'il avoit conservé assez de calme, de fermeté, et de résolution, pour rassembler et former ses troupes, il auroit pu, s'il lui restoit encore

toute exagération à-part, plus de 30,000 hommes en état de se battre) se retirer avec ordre et dignité; et protestant formellement contre l'armistice, ou feignant d'en ignorer l'existence, arriver à quelque position sure, où il auroit tranquillement attendu les renforts puissans que le Roi de Prusse continuoit à lui annoncer, et que malgré toutes les perfidies de Haugwitz, il lui auroit infailliblement fournis.

Si alors l'Archiduc Charles en avoit agi de-même de son coté, on auroit bientôt vu, que malgré les chants-de-triomphe que les Français faisoient retentir par-tout, la bataille

d'Austerlitz n'avoit point définitivement fixé les destinées futures de l'Europe.

Note 23 (p. 205.)

Pour bien sentir tout ce qu'il y avoit de funeste dans cette démarche, il faut savoir que le lendemain de son arrivée à Ollmütz l'Empereur avoit écrit au Roi de Prusse une lettre extrêmement pressante, dans laquelle il l'avoit conjuré, de hater ses préparatifs et d'arriver le plutôt possible

au secours de la cause commune. Sa lettre n'étoit pas restée sans effet. Le Roi repondit, "que „rien ne le féroit varier dans ses „resolutions, ni manquer à ses „engagemens et qu'il s'en ac„quitteroit avant le 20 de Decembre „si les négociations de Mr de „Haugwitz ne répondoient pas „aux vues des puissances." Par une de ces fatalites cruelles qui accompagnent et qui aggravent presque toujours les malheurs préparés et mérités par les fausses mesures des hommes, cette réponse n'arriva à Ollmütz que le 1. Decembre vers la nuit; et on accuse celui qui la portoit de n'avoir pas

voulu chercher l'Empereur le jour de la bataille du 2, de sorte qu'elle ne lui auroit été remise que trois ou même quatre jours après la bataille. Quoiqu'il en soit de cette circonstance, il est suffisamment prouvé, que si l'Empereur de Russie au lieu d'absoudre le Roi de Prusse de sa parole et de le rendre le maitre de ses résolutions, avoit tenu bon lui-même, et invité le Roi d'une manière énergique et touchante à venir l'assister dans ses embarras, celui-ci n'auroit osé s'y soustraire.

Ce qui est bien plus remarquable encore que la lettre dont nous venons de parler,

est qu'après même avoir reçu la nouvelle de la bataille d'Austerlitz, mais ignorant ses tristes effets, le Roi envoya le Général Phull, porter aux deux Empereurs des lettres amicales et consolantes; c'est par lui qu'il écrivit au Cte Haugwitz, que désormais il devoit exclusivement agir d'après les instructions de ces deux Souverains. Le Général Phull arriva le 13 à Breslau; et apprenant là ce qui s'étoit passé depuis la bataille, il eut la foiblesse de s'arrêter, et bientôt après de retourner à Berlin. Ce même Officier fut chargé huit jours plus tard d'aller à Vienne avec la commission à

laquelle se rapporte la note adressée le 22 Decembre par Mr de Hardenberg à Lord Harrowby. Cette note annonçoit sans doute un grand changement de dispositions de la part du Roi de Prusse; mais elle l'annonçoit encore d'une manière, qui prouvoit à quel point les anciennes dispositions avoient été bonnes. Et d'ailleurs il ne falloit nullement s'étonner que la Prusse eut rétrogradé. Car dans l'intervalle entre les deux missions de Mr de Phull (dont la dernière au reste fut tout aussi infructueuse que la première, puisque Mr de Haugwitz le remontra en route, et l'engagea à s'en retourner avec

lui) etoit arrivée par le Prince Pierre Dolgorouky cette lettre, où l'Empereur de Russie se rendant lui-même à Petersbourg, remettoit au Roi de Prusse le commandement de celles de ses troupes, qui se trouvoient en Silésie, et dans le Nord de l'allemagne, et abandonnoit tout à sa direction; démarche trop fortement prononcée, pour que ceux, qui ne voulurent que la paix, ne l'eussent interprétée sur le champ comme le signal d'une rétraite universelle.

Note 24. (p.206.)

Le Cte Haugwitz avoit à peine quitté Berlin, que ses projets secrets se manifestèrent par différens indices. Arrivé à Dresde, où tout étoit dans le plus grand mouvement pour répondre et s'associer aux préparatifs de la Prusse, il eut la perfidie de dire à l'Electeur de Saxe, qu'il pouvoit être parfaitement tranquille, que rien n'étoit aussi invraisemblable qu'une guerre avec les Français. Arrivé à Prague, il envoya un Courier au Cte. Finkenstein à Ollmütz, pour

que celui-ci se rendit auprès de lui, et lui exposât ce qui s'étoit passé depuis l'arrivée de l'Empereur de Russie. Il auroit pu tout aussi bien l'apprendre par une dépêche, qu'il auroit même déjà trouvée à Prague, s'il avoit pris ses mesures en conséquence ; mais il préféra un arrangement, qui lui fit perdre trois ou quatre jours de plus. Il arriva enfin au Quartier-Général de Bonaparte, treize jours après son départ de Berlin. Il déclara dans sa première audience, "que, „quelque fut le résultat de ses „négociations, le Roi ne cesseroit „jamais d'être l'ami du Gouver-„nement Français." Après cette

indigne trahison Bonaparte ne pouvoit pas mieux faire que de l'envoyer et de le consigner à Vienne. Selon toutes les apparences — car ce point n'est pas entièrement éclairci — il n'a jamais produit les articles arrêtés à Potsdam. Secretement d'accord avec les Ministres Français il a consenti à ce qu'on l'amusat à Vienne jusqu'au moment où tout fut perdu. La bataille d'Austerlitz une fois donnée, il ne pouvoit plus s'acquitter de sa commission; mais il auroit du partir sur-le-champ, pour demander des nouvelles instructions. Il entama de son propre chef une négociation separée avec les Fran-

çais et signa le 15 Decembre cette convention à-jamais exécrable, qui auroit du le conduire à l'échafaud, au-lieu de conduire l'Allemagne à cet état d'approbre et de désolation, par lequel nous la voyons aujourd'hui s'avancer à-grands-pas vers le tombeau.

Mais résumons encore une fois la véritable situation des choses à l'époque de ce traité infernal. Haugwitz l'avoit négocié et conclu sans ordre, sans instruction, sans autorisation quelconque; Il avoit gardé un coupable silence pendant toute la durée de cette trame odieuse; jusqu'au jour, où il arriva à Berlin (et qui fut le 25 de Decembre)

ni le Roi, ni aucun de ses Ministres, n'en avoient eu le moindre soupçon. — Voyons ce qui seroit arrivé, si l'Empereur de Russie, au-lieu de tout commettre au hazard, d'abord par une précipitation funeste, et ensuite bien plus encore, par un découragement précoce et outré, avoit conservé une attitude respectable, n'avoit quitté le Champ-de-bataille, que pour s'établir dans quelque bonne position, avoit ranimé et concentré ses troupes, et adressé au Roi de Prusse un langage, qui eût fait supposer, qu'on ne se permettoit pas même un doute quelconque sur sa fidélité. Après tout ce

qui s'étoit passé à Potsdam, après tout ce que le Roi avoit fait depuis, avec les dispositions favorables, dans lesquelles il avoit persisté en-dépit de la triste nouvelle d'Austerlitz, il est indubitables, qu'avant le retour de Haugwitz à Berlin ses troupes auroient eu ordre d'avancer; et l'affaire une-fois engagée l'Empereur de Russie toujours-là pour alimenter, pour consolider le concert, d'un autre côté Bonaparte dans la nécessité de prendre ses mesures contre la Prusse, et de constater par-lù son état-de-guerre avec toutes les puissances – tout changeoit de face d'une manière plus ou moins irréparable. Les négociations de Haugwitz, entamées

sans aucun plein-pouvoir, ne pouvoient jamais lier le Roi ; on les auroit regardées comme non-avenues ; Haugwitz auroit été chassé ou enfermé à son retour ; et toutes les chances étoient de-nouveau ouvertes. Nous pouvons donc hardiment soutenir, que la démarche même la plus impardonnable qui ait été faite du côté de la Prusse, la signature de cette scandaleuse convention du 15 Decembre, quelque funeste qu'elle soit maintenant devenue pour l' Europe par ses effets ultérieurs et lointains, n'auroit pas détruit la cöalition, et auroit été complètement annullée, si ceux, qui avoient formé le grand projet, et qui

devoient en diriger l'exécution, ne s'étoient pas mépris sur leur route, ou n'avoient pas manqué de courage, pour la suivre.

Notes au Résumé.

Note 1. (p. 216.)

C'est une chose bien remarquable qu'encore vers la fin du mois de Janvier 1806. à une époque où tout fut déjà renversé et détruit sans retour, il y avoit [illegible] dans la seule partie septentrionale de l'Allemagne, entre l'Elbe, le Weser et le Mein d'après un calcul plutôt au dessous qu'au dessus de la vérité <u>Trois Cent Cinquante Mille</u> hommes <u>sous les armes</u>, et en état de commencer les opérations

au premier signal.

Note 2. (p. 217.)

Il n'est pas possible d'en excepter M.r Pitt lui-même. Administrateur à jamais célèbre des intérêts domestiques de l'Angleterre, Grand Ministre des finances, Grand Ministre Parlementaire, Orateur du premier ordre, ~~peut-être le premier parmi les premiers~~, modèle incomparable d'intégrité, d'activité, de persévérance, d'intrépidité, d'enthousiasme pour le bien de sa patrie, il manquoit de tout ce qui étoit réquis pour conduire

les affaires de l'Europe, ou de diriger celles de son propre pays dans un sens invariablement conforme aux grands intérêts de son siècle. Et comme par les circonstances orageuses dans lesquelles il a passé sa vie, les talens que le ciel lui avoit refusés, étoient précisément devenus les plus indispensables de tous, l'éclat de son administration, considérée dans son ensemble et dans ses effets, a été bien plus obscurci par l'absence des qualités qui lui manquoient, que soutenu et rélevé par toutes celles qui brilloient en lui.

Note 3. (p. 226.)

Après ce que nous avons dit dans la première note de la troisième partie, le jugement que nous portons ici sur la Prusse, ne paroitra ni bizarre, ni injuste. Nous ne pouvons pas suffisament répéter, qu'en considérant dans son ensemble le système que cette puissance a suivi, non-seulement depuis la paix de Bale, mais, à l'exception de quelques intervalles bien courts, depuis un demi-siecle nous le croyons une des sources principales de la désorganisation actuelle de l'Europe. Il est tout aussi incontestable,

que si la Cour de Berlin n'avoit pas si long-tems persévéré dans ce système funeste et anti-social, nous ne serions jamais arrivés à cette crise effroyable, contre laquelle la dernière coälition cherchoit des rémèdes tardifs, ou, que, si elle avoit embrassé plutôt les principes de la cause commune, cette coälition auroit eu un meilleur succès. Mais tout cela ne nous empêchera pas de dire, qu'en examinant la conduite de la Prusse "dans son simple rapport avec les derniers événemens", elle a eu des torts moins considérables, que chacune des autres puissances, qui ont participé à ces événemens. Cette assertion est irrévocablement

démontrée du moment qu'on est en état de prouver, que la Prusse (que ce fut pour trois mois, ou pour trois semaines, ou pour trois jours) avoit réellement accédé à la coälition, et que ce sont les fautes des autres qui ont anni-hilé l'effet de son accession. Or, ces deux points majeurs et décisifs nous nous flattons de les avoir tellement établis dans le texte et dans les notes de ce mémoire, que l'ennemi le plus déterminé de la Prusse — et nous concevons par-faitement comment on peut l'être — ne sauroit plus les révoquer en doute.

ost
sse
ou
trois
é
les
i-
re,
ifs
—
et
que
la
r-
e—
ute.